

# 100 TITRES

## SUR LA CITOYENNETÉ

Durant plusieurs décennies, la citoyenneté a eu mauvaise presse. Elle était, pour les plus indulgents, désuète, surannée, insuffisante en tout cas pour organiser la «vraie» démocratie. La «citoyenneté bourgeoise», liée, pour les Français, à la grande Révolution, était soumise à une critique radicale, elle n'était que «formelle» et non «réelle», pour reprendre les termes classiques d'une tradition qui a longtemps imprégné le monde intellectuel. Mais, depuis l'échec politique, et surtout idéologique, des fascismes et des communismes, c'est-à-dire des grands projets d'organisation du monde social qui contestaient radicalement ce qui était qualifié de «démocratie bourgeoise», nous sommes entrés dans un nouveau monde. La chute du mur de Berlin et l'écroulement des illusions qui avaient alimenté la foi dans un autre mode d'organisation politique ont brusquement changé la donne. Depuis une petite quinzaine d'années, à travers tout le monde savant, des États-Unis à l'Australie, en passant par tous les pays européens, le nombre des travaux et des publications consacrés à la citoyenneté défie la bonne volonté du chercheur [...]

**Direction de l'ouvrage**

Jacques GUIN, professeur des universités à la faculté de Droit de l'université Montpellier I jusqu'en 2002. Il a présidé au ministère de l'Éducation nationale plusieurs Groupes d'experts sur les Programmes scolaires et coordonne la conception de la formation à la citoyenneté dans les lycées (ECJS).

**Conseil scientifique**

Dominique SCHNAPPER, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), par ailleurs membre du Conseil Constitutionnel.

**Rédaction**

Christophe CHABROT, maître de conférences de droit public à la faculté de Droit et Science politique de l'université Lumière Lyon 2.

Bruno FLACHER, agrégé de sciences sociales, enseigne à l'IUFM et à l'université Paul Valéry-Montpellier III.

Jacqueline GAILLARD, professeur agrégé de philosophie, membre du Groupe d'experts sur les Programmes scolaires d'Éducation civique juridique et sociale (ECJS).

Michèle VERDELHAN, professeur des universités en sciences du langage à l'IUFM et à l'université Paul Valéry-Montpellier III.

**adpf**

association pour la diffusion de la pensée française •

Ministère des Affaires étrangères  
Direction générale  
de la coopération internationale  
et du développement  
Direction de la coopération  
culturelle et du français  
Division de l'écrit et des  
médiathèques

---

ISBN : 2-914935-29-3

© septembre 2004 **adpf**  
association pour la diffusion  
de la pensée française ●  
6, rue Ferrus, 75014 Paris  
[ecrire@adpf.asso.fr](mailto:ecrire@adpf.asso.fr)

## **SOMMAIRE**

<b>5</b>	<b>PRÉFACE</b>	Dominique SCHNAPPER
<b>9</b>	<b>INTRODUCTION</b>	Jacques GUIN
<b>13</b>	<b>LES FONDEMENTS</b>	
<b>18</b>	<b>LA CONSTRUCTION HISTORIQUE</b>	
<b>22</b>	<b>LE POUVOIR ET LES DROITS</b>	
<b>26</b>	<b>L'EXERCICE DE LA CITOYENNETÉ</b>	
<b>30</b>	<b>Lien social et citoyenneté</b>	
<b>36</b>	<b>UNIVERSALISME ET PARTICULARISMES</b>	
<b>42</b>	<b>RISQUES ET LIMITES</b>	
<b>47</b>	<b>NOUVEAUX ENJEUX</b>	
<b>53</b>	<b>UNE CITOYENNETÉ OUVERTE : L'EUROPE ET LE MONDE</b>	
<b>57</b>	<b>INDEX</b>	



## PRÉFACE

Dominique SCHNAPPER

Durant plusieurs décennies, la citoyenneté a eu mauvaise presse. Elle était, pour les plus indulgents, désuète, surannée, insuffisante en tout cas pour organiser la « vraie » démocratie. La « citoyenneté bourgeoise », liée, pour les Français, à la grande Révolution, était soumise à une critique radicale, elle n'était que « formelle » et non « réelle », pour reprendre les termes classiques d'une tradition qui a longtemps imprégné le monde intellectuel. Mais, depuis l'échec politique, et surtout idéologique, des fascismes et des communismes, c'est-à-dire des grands projets d'organisation du monde social qui contestaient radicalement ce qui était qualifié de « démocratie bourgeoise », nous sommes entrés dans un nouveau monde. La chute du mur de Berlin et l'écroulement des illusions qui avaient alimenté la foi dans un autre mode d'organisation politique ont brusquement changé la donne. Depuis une petite quinzaine d'années, à travers tout le monde savant, des États-Unis à l'Australie, en passant par tous les pays européens, le nombre des travaux et des publications consacrés à la citoyenneté défie la bonne volonté du chercheur le plus consciencieux. C'est que, désormais, nous ne disposons pas d'une autre idée pour organiser humainement les sociétés humaines. Les sociétés fondées sur les valeurs et les institutions de la citoyenneté, avec leurs limites et leurs imperfections, restent les seules, quand elles sont fidèles aux principes dont elles se réclament, qui ne trahissent pas les valeurs issues des Révolutions du XVIII<sup>e</sup> siècle, la liberté et l'égalité de tous les êtres humains. L'histoire ne nous fournit pas d'exemple préférable, et le destin tragique des totalitarismes du siècle dernier n'encourage guère les utopistes, au moins provisoirement, à entretenir à nouveau des rêves d'une « autre » société. Ils invoquent désormais la « vraie » citoyenneté pour changer le monde.

... Les chercheurs français sont nombreux à participer à ce mouvement mondial de réflexion sur la citoyenneté, mais la relative faiblesse de leurs échanges avec le monde anglophone rend leurs recherches moins visibles et moins célèbres que celles de leurs collègues de langue anglaise. Ces derniers les soupçonnent volontiers d'être «très» françaises, ce qui veut dire trop ancrées dans leur expérience historique nationale. Les Français ont en effet l'illusion d'avoir inventé l'idée même de citoyenneté, liée à leur histoire par la révolution de 1789, partie intégrante ou même constitutive du mythe national. Les penseurs anglophones leur rappellent volontiers que la proclamation de la citoyenneté dans l'élan révolutionnaire ne se traduisit pas par l'institutionnalisation de relations stables entre les citoyens, bien qu'ils fussent membres d'un État de droit.

Il ne s'agit pas de nier les traditions nationales dans les manières de penser la citoyenneté ainsi que dans les manières d'élaborer les institutions communes et d'exercer les pratiques qui lui donnent un sens concret. Dans tous les pays démocratiques, la citoyenneté est le principe qui fonde la légitimité politique et constitue la source du lien social. Mais ce n'est pas une essence, donnée une fois pour toutes, c'est une construction historique, qui prend des formes concrètes différentes dans le temps et dans l'espace.

C'est pourquoi, dans chaque pays, les chercheurs partent de leur expérience sociale et politique immédiate. À l'instar des philosophes «communautariens», qui prennent comme objet premier de leur réflexion l'existence de diverses «communautés» aux États-Unis ou au Canada, les Français ne peuvent évacuer l'expérience nationale dans laquelle ils ont été formés, même lorsqu'ils entendent, avant tout, critiquer cette expérience, même lorsqu'ils font l'effort de la relativiser par la connaissance d'autres traditions intellectuelles et politiques. Il va donc de soi que les travaux présentés ici s'inscrivent dans une manière

française de penser la citoyenneté. Comme ceux des autres pays, ils prolongent une tradition intellectuelle nationale et intègrent dans leur réflexion une expérience historique particulière.

Mais cela ne saurait conduire à les déprécier. Sur ces sujets plus encore que sur les autres, les analyses sur le style scientifique de chaque savant, sur la manière spécifique de penser et de prouver, sont particulièrement justifiées. La manière française de penser la citoyenneté doit donc être considérée, au même titre que l'approche des savants de langue anglaise, comme une contribution à la connaissance universelle. Elle n'est pas *a priori* meilleure ou plus juste, elle est inévitablement partielle, mais elle est autre et, à ce titre, elle donne l'occasion d'élaborer et de discuter un autre point de vue scientifique, donc de contribuer à l'intelligibilité de notre monde social par le savoir et la réflexion. Comme la société elle-même, la connaissance ne peut viser à l'universel qu'en assumant pleinement sa propre relativité nationale et en la critiquant.

Jacques Guin dira mieux que moi les critères que le groupe, réuni autour de lui, a collectivement retenus pour choisir ces cent livres parmi d'autres. La qualité des travaux a été déterminante, bien entendu, mais aussi l'ambition de donner aux penseurs étrangers et français qui nourrissent le grand courant de la réflexion fondamentale sur la citoyenneté ainsi qu'aux enseignants de tous niveaux et de tous pays chargés d'en diffuser le contenu et le sens un panorama, aussi large et aussi objectif que possible, des recherches sérieuses et des débats intellectuels de qualité qui se déroulent dans notre pays. Ces recherches et ces débats font partie de la pratique démocratique elle-même.

Penser la citoyenneté, son sens, sa valeur, ses limites et parfois ses manquements, c'est être un citoyen critique, c'est donc aussi être citoyen.



## INTRODUCTION

Jacques GUIN

Le ministre de l'Éducation nationale a pris en 1998 une initiative audacieuse : inscrire dans les programmes des lycées une formation à la citoyenneté. Ce n'était pas la tradition de notre École, qui a toujours fait le choix d'une « éducation civique » limitée à l'enseignement primaire et aux collèges, selon une approche historique et institutionnelle et dans une perspective axiologique. Présidant le groupe d'experts qui a conçu le nouvel enseignement, ma conviction fut au contraire que, le temps n'étant plus à la récitation en chœur des tables de multiplication ou aux médecins de Molière, l'apprentissage scolaire de la citoyenneté passait aujourd'hui par la confrontation aux réalités de notre société, plus hétérogène et éclatée que jamais, et devait s'ouvrir à ses difficultés pour mieux les maîtriser. Plus généralement, toute appropriation des valeurs et des pratiques de la citoyenneté doit passer par la connaissance et par la réflexion, et non par une inculcation autoritaire. De même me suis-je convaincu que c'est ainsi et ainsi seulement que le jeune adulte d'aujourd'hui peut s'approprier ces valeurs que trop d'entre nous subliment, au point de s'indigner quand on fait du débat le moyen de leur découverte et le chemin pour y adhérer.

Cette démarche m'a permis de mesurer le désarroi de nombreux interlocuteurs dès qu'ils se trouvent amenés à parler de la citoyenneté, parce qu'ils éprouvent ainsi la distance parfois considérable entre leur expérience vécue, leurs convictions et les fondements historiques, juridiques et sociaux qui ne les sous-tendent en fait qu'implicitement et souvent imparfaitement. La prise de conscience de conceptions différentes de la citoyenneté, notamment l'écart entre les conceptions anglo-américaine et française, provoque immanquablement les questions des uns et la demande de nombreux autres d'être guidés dans la recherche parmi des sources bibliographiques nombreuses.

... *100 Titres sur la citoyenneté*, réalisé à l'initiative de l'adpf, peut contribuer à répondre à cette attente. Enrichi par l'expérience que je viens d'évoquer, j'ai constitué l'équipe de ses rédacteurs, dont Dominique Schnapper a bien voulu guider le travail.

Exprimant nos choix collectifs, je veux dire que notre projet n'est pas de présenter ici la nature et les caractères de la citoyenneté à la française ni de proposer un catéchisme des droits et des devoirs du citoyen. Il s'agit de donner à penser au citoyen d'aujourd'hui, quelle que soit sa nationalité — et la réflexion peut-elle encore se situer dans une perspective seulement nationale ? —, le sens du politique et le sens de la communauté politique, dont la nature tient à l'histoire mais aussi à la volonté, et qui est susceptible d'être redessinée par l'action des citoyens ou par l'histoire du monde.

Il fallait croiser les approches et les disciplines : de la philosophie qui réfléchit sur la nature de la communauté politique et les fondements du lien social à l'histoire des institutions, du suffrage et de la nationalité, en passant par la sociologie de l'individu, de la nation ou des organisations, le droit, la science politique et les sciences du langage.

Nous avons choisi les ouvrages à la fois pour la qualité de leurs analyses et pour l'influence qu'ils ont eue sur le débat et la réflexion en France. Leur nature et leur ampleur sont très différentes : vastes synthèses sociologiques, historiques ou philosophiques, prises de position incisives, ouvrages majeurs dans l'espace de la réflexion contemporaine ou l'œuvre de leur auteur, écrits de circonstance, enquêtes de terrain ou même simples essais stimulants qui reprennent et vulgarisent les idées du temps. Vouloir donner à comprendre et à penser le politique

aujourd’hui à la manière française nous a amenés à retenir non seulement certains des ouvrages les plus récents qui éclairent les enjeux des débats d’aujourd’hui, même si leur portée reste limitée, mais aussi des ouvrages plus anciens dont les thèses et les concepts sont constamment repris et servent de repères pour examiner les problèmes.

Nous n’avons pas voulu proposer un panorama exhaustif de l’ensemble des questions ou des aspects du politique ; cela nous aurait conduits à retenir des ouvrages de qualité inégale, certains aspects de la réflexion étant moins développés en France qu’ailleurs ou peu significatifs. Nous avons regroupé, selon des axes qui en facilitent le repérage mais ne voudraient pas être réducteurs, des livres choisis en raison de leur intérêt et non du thème qu’ils abordent. Nous avons eu le souci, chaque fois que c’était possible, de présenter des analyses ou des positions opposées sur la même question, afin de permettre au lecteur de prolonger le débat et de poursuivre sa réflexion. Dans certains cas, il s’agit de thèmes typiquement français, comme la laïcité, dans d’autres, du prolongement en France de questionnements nés ailleurs, aux États-Unis ou en Allemagne par exemple. Nous avons aussi donné à certains thèmes, qui peuvent sembler obliques à une approche stricte de la citoyenneté, une certaine importance : cela nous semblait un renouvellement essentiel des questions de citoyenneté. Ainsi des questions des risques issus des sciences et des techniques, de la « démocratie électronique », de la mondialisation ou des rapports de l’État et des religions.

Les ouvrages retenus, d’autant qu’il s’agit de questions politiques, ne sont pas exempts de partis pris. Mais nous avons évité les livres simplement partisans, ou ceux que les hommes politiques

... écrivent pour présenter leurs convictions. Nous avons fait en sorte que des tendances très différentes, voire opposées, soient présentes, mais sans souci d'équilibre strict, ce qui n'aurait pas eu de sens d'un point de vue intellectuel. Nous assumons les éventuelles disparités entre les tendances idéologiques ou politiques représentées par le choix des auteurs et des titres. Nous savons enfin que, parmi ces auteurs, certains jouissent déjà d'une notoriété à l'étranger et que certains de leurs ouvrages sont traduits dans de nombreux pays. Il nous aurait toutefois semblé inacceptable de ne pas les faire figurer dans ce panorama de ce qui compte dans la pensée française sur la citoyenneté : nous avons cherché à présenter à la fois des auteurs célèbres et des auteurs moins connus ou inconnus.

Que ceux qui, venus d'horizons scientifiques différents, ont contribué à cet ouvrage et en partagent les risques, ainsi que notre responsable d'édition, trouvent ici l'expression de ma gratitude.

Jacques GUIN

## LES FONDEMENTS

Agnès ANTOINE

### L'Impensé de la démocratie. Tocqueville, la citoyenneté et la religion

[Fayard, 2003, 418 p., 25 €,

ISBN : 2-213-61568-3.]

- La réflexion de Tocqueville sur la liberté dans la démocratie participerait d'une philosophie du sens de la vie et d'un projet de démocratie humaniste d'inspiration chrétienne. Loin d'opposer citoyenneté et religion, Tocqueville les penserait dans leur complémentarité. Agnès Antoine soutient avec brio une thèse qui peut troubler ceux qui en restent aux déclarations d'agnosticisme du grand penseur ou qui ont à l'esprit son apparente instrumentalisation sociale et politique du religieux et sa revendication de la séparation institutionnelle de l'Église et de l'État. L'impensé de la démocratie est son incomplétude. Le déploiement de la liberté exige certes l'extension de la liberté individuelle à ce fameux droit d'association qui fait le lien entre société civile et État, mais il doit aussi se fonder sur une transcendance qui donne du sens, modère l'individualisme, nourrit un humanisme civique. La séparation du religieux et du politique est souhaitable, pas leur disjonction. Une nouvelle fois, à travers l'exégèse et l'interprétation de son œuvre, la pensée de Tocqueville s'impose dans le débat politique français.

Jean BAECHLER

### Démocraties

[Calmann-Lévy, 1985, 738 p., 28,05 €,

ISBN : 270211343-5.]

- La démocratie est le régime politique naturel de l'espèce humaine, au double sens du mot nature : elle se réalise chaque fois qu'elle ne rencontre pas de contraintes et elle est conforme à l'essence de l'homme. Le livre part d'une déduction conceptuelle du modèle de la démocratie pure à partir de l'hypothèse d'acteurs égoïstes et calculateurs, suspendant leur indépendance pour entrer en politique et maximiser la sûreté, la prospérité et la liberté. La démarche inductive constitue ensuite la morphologie de la démocratie à partir de ses différentes formes culturelles et historiques : les bandes, les tribus, les cités et les nations. Mais, comment un régime naturel à l'homme peut-il ne pas être réalisé ? C'est que royaumes et empires ne se développent pas moins naturellement que la démocratie, quand apparaissent des obstacles ou des formes de corruption diverses. L'histoire est faite par des hommes qui s'efforcent d'actualiser les virtualités de leur être et rencontrent des contraintes qui sont de moins en moins naturelles et de plus en plus culturelles. La démocratie n'en est pas moins la vérité du politique.

Louis DUMONT

**Essais sur l'individualisme**

[Éditions du Seuil, 1983 ; rééd., coll. « Points essais », 1985, 314 p., 7,95 €, ISBN : 2-02-013415-2.]

- Sont rassemblés ici plusieurs écrits sur la genèse religieuse et politique de l'individualisme, qui est consubstancial à l'idéologie de la modernité comme le holisme peut l'être à celle de la tradition. Si on peut reconnaître une filiation entre « l'individualisme-hors du monde » de l'anachorète et « l'individualisme-intramondain » de l'homme moderne occidental, ce dernier ne peut naître en dehors du contexte d'une double émancipation, politique puis économique. Quant à l'État moderne et au totalitarisme contemporain, le premier serait l'aboutissement du processus d'individualisation et le second un des avatars du refoulement d'une fascination pour l'individualisme. Louis Dumont produit une analyse subtile du nazisme, de son pseudo-holisme et de son idéologie politique darwinienne, celle d'une lutte de tous contre tous faisant de l'émergence de la race la seule valeur unificatrice d'un peuple. Situant ses travaux dans une perspective anthropologique, celle de Marcel Mauss (à qui il rend hommage), l'auteur consacre un tiers de l'ouvrage à l'illustration du bien-fondé de la démarche de l'anthropologie sociale.

Pascale GONOD

et Jean-Pierre DUBOIS (dir.)

**Citoyenneté, souveraineté, société civile**

[Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2003, 102 p., 30 €, ISBN : 2-247-05278-9.]

- Si la citoyenneté est intimement liée à la souveraineté, cette dernière étant fondée en France sur la nation une et indivisible produit alors une citoyenneté spéciale. C'est sur cette base que les chercheurs réunis par le présent ouvrage déroulent leurs analyses de la citoyenneté « à la française ». Juridiquement, le citoyen se distingue de l'homme dans la Déclaration de 1789 par les droits spécifiques qui lui sont reconnus comme membre du souverain en matière de vote de la loi, de consentement à l'impôt et d'accès aux emplois publics. Le Préambule de la Constitution de 1946 ne garantit de même formellement l'égalité et la liberté qu'aux seuls citoyens. Cette dissociation au sein de la société civile implique de repenser une notion moderne de la citoyenneté qui pallierait ce risque d'exclusion, et qui prendrait mieux en compte la citoyenneté en entreprise, la citoyenneté administrative ou la citoyenneté européenne par exemple. Le développement du parrainage républicain, version laïque du baptême, est à ce titre symptomatique. La citoyenneté répond donc à son héritage, et propose aujourd'hui de nombreux visages, pour reprendre le plan de l'ouvrage.

Claude LEFORT

**Essais sur le politique.**

**XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles**

[Éditions du Seuil, 1986 ; rééd., coll.

« Points Essais », 2001, 384 p., 7,80 €,

ISBN : 2-02-050095-7.]

- Le politique ne se laisse contenir dans aucune définition. Aussi Claude Lefort ne conçoit-il pas une réflexion achevée sur cet objet, artificiellement cloisonné et annexé par la sociologie politique. Sa démarche s'inscrit dans une interrogation philosophique en prise sur l'expérience passée et présente de notre « animalité politique ». Penser le politique fait écho au souci de trouver du sens dans les événements de notre monde. Les douze essais, regroupés en quatre thèmes — démocratie, révolution, liberté et part de l'irréductible —, explorent des questions susceptibles, dans notre expérience du monde, de redonner du sens aux idées de démocratie et de liberté. Porteuse d'une mutation d'ordre symbolique, la société démocratique est marquée du sceau de l'indétermination ; nul gouvernant ne peut s'approprier le pouvoir. C'est pourquoi la Terreur révolutionnaire et le totalitarisme ont eu besoin de masquer le pur exercice de la puissance sous une nouvelle orthodoxie.

Pierre MANENT

**La Cité de l'homme**

[Fayard, 1994 ; rééd., Flammarion,

coll. « Champs », 1997, 306 p., 8,20 €,

ISBN : 2-08-081378-1.]

- Qu'est-ce que l'homme moderne ?

L'homme nouveau ne se définit plus comme le résultat de l'obéissance à la Loi, celle de la Nature comme dans la cité antique, ou celle de Dieu comme pour les chrétiens du régime féodal. Il est l'auteur de l'artifice de la loi qui définit sa nature. Pierre Manent relit les grands textes politiques de la modernité afin de cerner les caractères de la cité moderne comme cité de l'homme : historicité, séparation de la société et de l'État, primat de l'économique, caractère culturel des valeurs, liberté, individualité, définition de l'homme comme être qui a des droits et non des fins. Il fait ainsi apparaître les paradoxes qui caractérisent cette conception des fondements du politique : se réclamer d'une nature de l'homme comme être qui n'a pas de nature, qui fuit la loi qui lui est donnée et cherche celle qu'il se donne, qui réalise sa liberté en se domestiquant lui-même. Et si l'homme moderne était l'homme qui vit dans l'histoire, non celui qui se définit illusoirement comme produit de l'histoire, mais celui qui s'affranchit des limites de l'espace pour vivre sous l'empire du temps ?

Pierre MANENT

**Cours familier de philosophie politique**

[Fayard, coll. « L'esprit de la cité », 2001, 350 p., 21,10 €, ISBN: 2-213-61102-5.]

- En publiant son cours de l'Institut de sciences politiques sur les « Grands enjeux », Pierre Manent éclaire les grands problèmes des démocraties contemporaines par les références théoriques qui permettent de les penser. La science et la liberté ont remplacé l'ancien ordre des sociétés politiques, la communication médiatisée par la technique ne fait plus communauté, l'individualisme démocratique se conjugue avec l'universel des droits de l'homme pour déboucher sur des politiques de la reconnaissance, du respect d'identités irréductibles. C'est à la fois la condition politique et l'unité du genre humain qui sont menacées. La question du communisme et le « mystère nazi » exigent de penser l'alliance entre le principe démocratique et le principe national et de penser le risque de la guerre, naturel à la condition humaine. Les grandes questions de société, la fin du travail, le gouvernement des juges, la religion de l'humanitaire, l'exaltation de la globalisation, le privilège du droit international, bref, le commerce, le droit, la morale: autant de raisons de redouter cette sortie du politique qui est la grande illusion de notre temps.

Claude NICOLET

**L'Idée républicaine en France (1789-1924). Essai d'histoire critique**

[Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1982 ; rééd., coll. « Tel », 1995, 534 p., 11,89 €, ISBN: 2-07-074032-3.]

- Le mot « république » est paradoxal: il peut renvoyer à toutes les couleurs politiques selon l'épithète qui lui est accolée ou l'idéologie qui lui est opposée, et a en même temps une profonde unité de sens. L'idée républicaine appelle une linguistique historique qui retrace les usages politiques du terme, des Lumières jusqu'en 1920. Elle appelle aussi une histoire des idées politiques, tant l'histoire du mot se confond avec celle des doctrines. Il faut donc relire patiemment la littérature politique des discours, le droit, la philosophie, la sociologie et les sciences, pour dégager les traits fondamentaux de cette idée républicaine. La république a partie liée avec l'exercice de la parole, la conviction raisonnée, le rejet de toute forme de contrainte et de toute transcendance; la laïcité, la liberté intellectuelle et le projet éducatif sont au cœur de sa doctrine.

Claude Nicolet écrit une histoire critique de l'idéologie républicaine, assumant le jugement de valeur et annonçant ses travaux ultérieurs qui confronteront la réalité de la république française contemporaine au modèle de cette république intérieure du cœur et de la raison.

Paul RICŒUR

**Lectures 1. Autour du politique**

[Éditions du Seuil, coll. « La couleur des idées », 1991 ; rééd., coll. « Points essais », 1999, 418 p., 9 €, ISBN : 2-02-036488-3.]

- Ce premier volume des *Lectures* rassemble des articles, préfaces, conférences, portant sur le pouvoir et le politique. La lecture d'Hannah Arendt, de Karl Jaspers, de Jan Patocka, d'Éric Weil, sur les rapports du pouvoir et de la violence, soulève le « paradoxe politique » de la spécificité du mal qui accompagne la rationalité politique. Le dialogue engagé avec la théorie de la justice de John Rawls et les textes sur la tolérance et l'éducation tentent de dépasser l'opposition entre la morale et l'éthique. Le formalisme d'une norme à visée universelle est nécessaire contre la violence. Mais il recourt toujours, en une sorte de cercle interprétatif, à une visée éthique préalable, à une précompréhension du bien qui relève d'une longue histoire culturelle. Dans les conflits concrets, la visée éthique particulière est toujours supérieure à la norme abstraite. La démocratie est le lieu politique où le conflit suscité par l'application de la règle peut se dérouler dans le respect des différences, dans la discussion entre les cultures. Telle est la perspective de cette sagesse pratique.

Dominique SCHNAPPER

**La Communauté des citoyens.**

**Sur l'idée moderne de nation**

[Gallimard, coll. « NRF essais », 1994 ; rééd. coll. « Folio essais », 2003, 320 p., 6 €, ISBN : 2-07-042882-6.]

- La démocratie moderne est née sous la forme nationale. La nation est le lien qui donne un contenu concret à l'égalité des droits. Ce n'est pas une réalité ethnique mais une réalité politique, idéelle et concrète. La nation civique est arrachement aux identités et appartenances. Les sociologues lui préfèrent souvent l'étude du lien social ou de l'organisation économique. En étudiant le projet politique constitutif de l'idée de nation, réalités, institutions et valeurs, Dominique Schnapper renoue avec la réflexion des grands fondateurs de la sociologie. De la définition conceptuelle à l'étude des formes historiques de la nation démocratique, de la transcendance par la citoyenneté à la tâche d'intégration, l'auteur construit le type idéal de cette nation civique, la « communauté des citoyens », tout en analysant la disparité de ses formes singulières. On comprend que cette utopie rationnelle d'un lien assuré par le projet politique soit menacée par les formes de l'existence sociale démocratique, l'individualisme utilitariste du lien fondé sur l'intérêt ou l'attachement sentimental à des communautés culturelles.

## LA CONSTRUCTION HISTORIQUE

Yves DÉLOYE  
**École et Citoyenneté.  
 L'individualisme républicain  
 de Jules Ferry à Vichy**

[Presses de Sciences Po, 1994, 432 p.,  
 33,54 €, ISBN : 2-7246-0655-8.]

- Le débat sur la laïcité s'est longtemps centré sur la question de la morale et de l'instruction civique. Pouvait-il y avoir une morale et un civisme sans religion ? L'ouvrage d'Yves Déloye, issu d'une thèse en science politique, analyse des manuels de morale et d'instruction civique utilisés dans les écoles primaires, publiques et catholiques, de 1879 à 1944, ainsi que les tensions et conflits qui ont entouré leur diffusion. La querelle des manuels scolaires recouvre en fait celle de deux modèles d'intégration nationale, l'un fondé sur l'exercice de la raison et de la tolérance, l'autre sur la soumission aux règles religieuses, considérées comme seules garantes de l'ordre social.

Alain GARRIGOU

**Histoire sociale du suffrage universel en France, 1848-2000**

[Éditions du Seuil, coll. « Points histoire »,  
 2002, 354 p., 8,50 €, ISBN : 2-02-051082-0.]

- La démocratie est le fruit d'une longue éducation. Avec la consécration du suffrage universel par le décret du 5 mars 1848, cet apprentissage concerne tout d'abord les pouvoirs publics qui doivent découvrir comment faire voter, matériellement, dix millions de citoyens, la majorité d'entre eux étant analphabètes, alors que le suffrage censitaire ne concernait jusque-là que deux cent mille électeurs. L'isoloir n'apparaît, par exemple, qu'en 1914. Mais il faut également apprendre à l'électeur à saisir la signification de son suffrage pour qu'il se l'approprie personnellement.

Car, de 1848 à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le vote est un acte social collectif, communautaire : après avoir défilé derrière drapeaux et tambours, maires et curés, les électeurs se rendent ensemble dans les bureaux de vote, et reproduisent bien souvent par leur choix les hiérarchies sociales du territoir, les notables candidats ayant parfois acheté leurs voix. Guerres médiatiques mensongères, corruption, influence des réseaux, patronage, rôle de conseil des préfets, violences lors des campagnes et des élections, toutes ces irrégularités sont analysées par l'auteur, qui décrit ainsi la lente domestication du citoyen pour en faire un électeur éclairé et vertueux.

Patrice GUENIFFEY

**Le Nombre et la Raison.  
La Révolution française  
et les élections**

[Préface de François Furet, École des hautes études en sciences sociales, 1993, 559 p., 47 €, ISBN : 2-7132-1007-0.]

• L'apprentissage de la démocratie en France connaît à ses débuts de surprenantes formules. Pour éviter les corruptions, les révolutionnaires de 1789 ont multiplié les élections mais en interdisant les candidatures. Ils ont également dissocié élection et délibération : les citoyens actifs, payant le cens, élisent dans des assemblées primaires les électeurs départementaux, qui seuls ensuite désigneront les députés mais aussi les administrateurs locaux et les juges, avant de se séparer. Même l'affirmation du suffrage universel en 1792 maintient ce scrutin indirect à deux étages. Il n'est pas surprenant dès lors que le taux de participation à ces assemblées primaires soit en chute constante (50 % en 1790 et 15 % en 1792). Patrice Gueniffey s'attache à retrouver la logique de ce système : rendant l'Assemblée autonome, celui-ci consacre un absolutisme parlementaire désireux de faire des élus les représentants de la nation et non de leurs électeurs. Mais cela conduit à une rupture entre l'élite politique et le peuple citoyen. Cette domestication théorique du nombre par la raison, permettant les avancées de la Révolution, aboutit donc à une impasse politique. Il faudra bien du temps ensuite pour ramener les citoyens aux urnes.

Claude NICOLET

**La Fabrique d'une nation.  
La France entre Rome  
et les Germains**

[Perrin, coll. « Pour l'histoire », 2003, 374 p., 23 €, ISBN : 2-262-01633-X.]

• La France est-elle romaine ou barbare ?

Après l'idée républicaine, Claude Nicolet aborde le versant plus obscur de notre histoire nationale où se mêlent généalogies mythiques et histoire réelle des invasions, du pouvoir politique et de la construction d'un État centralisé. Trois protagonistes occupent la scène : les Francs (qui sont des Germains), les Gaulois et les Romains. Nos ancêtres étaient donc des Barbares germaniques, eux-mêmes romanisés. Rome est partout, mais la noblesse ou la nation ont parfois besoin de s'inventer des généalogies barbares. Ce qui se joue dans ces revendications souvent mythiques, c'est le rapport de la France à l'Allemagne. Le modèle et l'héritage romains hésitent, selon les époques, entre république et empire, entre la France et le Saint-Empire, et la question nationale des deux derniers siècles oppose une France des Lumières et de la république à la conception raciale de la nation allemande. Insister sur la continuité romaine contre un pseudo-héritage féodal, c'est privilégier des principes valables dans l'universel même s'il s'incarne dans une patrie historique et charnelle.

Gérard NOIRIEL

**Le Creuset français. Histoire de l'immigration XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle**

[Éditions du Seuil, coll. « Points histoire », 1992, 438 p., 8,50 €, ISBN : 2-02-015393-9.]

- La France, au bout du continent européen, a toujours été une terre d'immigration, et un tiers des Français a une ascendance étrangère au moins partielle, si l'on remonte à trois générations. La conception française de la citoyenneté permet ce brassage et l'intégration des étrangers dans un creuset uniformisateur, ce qui la distingue des politiques anglo-saxonnes. Certes, la dévalorisation actuelle ou l'exploitation politique du terme « immigré » semblent traduire une certaine difficulté à intégrer les dernières vagues d'immigration. Mais l'auteur revendique le droit du savant à sortir des polémiques d'actualité pour entreprendre son travail scientifique et démasquer les effets de mode. Analysant le passage de la notion d'étranger à celle d'immigré sous la III<sup>e</sup> République et décrivant les grandes étapes de l'immigration et les réponses républicaines qui y sont données, Gérard Noiriel rappelle l'enrichissement apporté par ce sang neuf dans les domaines de l'industrie, de la politique, du sport ou de la culture, de Gambetta à Yves Montand. L'auteur comble ainsi un vide, du reste surprenant, en retracant cette histoire de l'immigration en France, de ses causes, de sa réalité et de sa nature.

Pierre ROSANVALLON

**Le Modèle politique français.**

**La société civile contre**

**le jacobinisme de 1789 à nos jours**

[Éditions du Seuil, coll. « L'univers historique », 2004, 462 p., 25 €, ISBN : 2-02-062871-6.]

- Le modèle politique français résulte d'une tension constante entre un pouvoir public centralisateur et une vie civile de type associatif. La culture politique de la généralité (synonyme de « jacobinisme ») a d'abord été une forme sociale, dès 1789, avant même d'être une qualité politique, prenant une dimension procédurale grâce à la loi. Les résistances à cette généralité sont nées d'impératifs de gouvernabilité, de socialisation et de liberté. La question des corps intermédiaires a marqué le XIX<sup>e</sup> siècle. Le tournant majeur a été pris en 1884 avec les lois sur les syndicats et les associations. Le modèle français du XX<sup>e</sup> siècle se caractérise ainsi par un double mouvement de centralisation politique et de pragmatisme gestionnaire.

Pierre ROSANVALLON

**Le Sacré du citoyen**

[Gallimard, coll. « Folio histoire », 1992, 640 p., 13,50 €, ISBN : 2-07-041785-9.]

- La citoyenneté s'attache avant tout à l'exercice de droits civiques, dont le droit électoral est la principale expression. La transformation de l'individu en citoyen électeur ou éligible est donc au cœur de toutes les sociétés démocratiques. En France,

la conquête du suffrage universel a été plus lente qu'ailleurs : à l'idéalisme de 1789 ont succédé bien vite des restrictions, mettant hors de la citoyenneté active une majorité de Français durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, le suffrage universel, consacré pour les hommes en 1848 et étendu en 1944 aux femmes, est le fruit de toute une construction intellectuelle, iconographique et symbolique spécifique, que retrace ici l'auteur, par le texte et par l'image, en faisant ressortir les grands courants de pensée et les clivages fondamentaux.

Patrick WEIL

**Qu'est-ce qu'un Français ?  
Histoire de la nationalité  
française depuis la Révolution**

[Grasset, 2002, 401 p., 21,50 €,

ISBN : 2-246-60571-7.]

- La citoyenneté est liée historiquement à la nationalité. Patrick Weil procède ici à une analyse approfondie, documentée et chiffrée, de cette condition en France. Si la Révolution consacre en effet le critère du *jus soli*, liant la nationalité à la naissance et à la résidence en France, le Code civil de 1804 retient au contraire celui du *jus sanguinis*, malgré l'opposition de Napoléon : est français « l'enfant né d'un père français ». Après le bref intermède de 1848, il faut attendre 1889 pour que la République revienne au principe du *jus soli*, pour des raisons morales mais aussi économiques et militaires. Cependant l'accélération des politiques de naturalisation à partir de 1927 se heurtera au racisme de Vichy. Le nouveau Code

de 1945 multipliera finalement les possibilités d'acquérir la nationalité française, impératif démographique oblige, tout en créant un statut moyen accordant des droits aux peuples des colonies sans leur accorder la nationalité. Ce libéralisme tenant compte de la décolonisation connaîtra toutefois un frein en 1974 en raison de la crise économique et de la crise algérienne. L'auteur présente alors les conditions actuelles d'obtention de cette nationalité, de sa déchéance et d'obtention de la double nationalité. La définition juridique du citoyen national y apparaît, avant tout, comme une question politique.

## LE POUVOIR ET LES DROITS

Bertrand BADIE  
et Pascal PERRINEAU (dir.)  
**Le Citoyen. Mélanges offerts  
à Alain Lancelot**

[Presses de Sciences Po,  
coll. « Académique », 2000, 319 p.,  
27,14 €, ISBN : 2-7246-0793-7.]

- L'ouvrage est un recueil d'articles en hommage à Alain Lancelot. Il présente des études fondamentales regroupées autour de trois axes : la quête du citoyen, l'expression citoyenne, la crise et la renaissance citoyennes. Le citoyen est en effet partout et risque dès lors de n'apparaître nulle part. La philosophie, la pensée politique, la sociologie et même l'entreprise contribuent à ces analyses, chacune apportant des réponses à la définition de cet insaisissable, le citoyen, pour en dégager un portrait à la fois réaliste et symbolique.

Pierre BOURDIEU  
**La Noblesse d'État : grandes écoles  
et esprit de corps**

[Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1989, 568 p., 27,90 €, ISBN : 2-7073-1278-9.]

- L'auteur appelle à faire son deuil du mythe de l'« École libératrice » en montrant les usages sociaux de légitimation et de domination de l'institution scolaire. Ce travail théorique qui s'appuie sur des données d'enquêtes

dévoile la magie sociale du titre scolaire qui établit durablement son détenteur dans une position sociale. Reproductrices, les grandes écoles consacrent dans une noblesse d'État les bénéficiaires de leurs diplômes. La méritocratie participe des mythes républicains et légitime la concentration des pouvoirs entre les mains des héritiers de la noblesse de robe, à qui vont déjà les titres de propriété et le pouvoir. Bien davantage qu'une recherche sur l'inégalité des chances devant l'école, cette étude constitue une approche ethnologique de la fermeture des grands corps sur eux-mêmes et donne une dimension anthropologique à la question du pouvoir, que montre bien la cinquième partie : « Pouvoir d'État et pouvoir sur l'État ».

Jacques DERRIDA  
**Force de loi**

[Galilée, coll. « La philosophie en effet », 1994, 162 p., 23 €, ISBN : 2-7186-0432-8.]

- Un essai de déconstruction de l'opposition entre la justice et le droit, des rapports entre justice, pouvoir et violence, qui tente d'éclairer, à travers le commentaire de Pascal, Kant, Lévinas, et d'un texte de Benjamin de 1921, ce que Montaigne a appelé « le fondement mystique » de l'autorité des lois. Les apories de la nature et du fondement du droit montrent qu'il est intrinsèquement déconstructible et que « la déconstruction est la justice ». La lecture du texte de Benjamin comme déconstruction, opposant une violence divine fondatrice, d'inspiration judaïque, à une violence conservatrice mythique et juridico-politique, d'inspiration grecque,

fait surgir d'étonnantes parentés entre les penseurs allemands des années 1920 : critique du jusnaturalisme et de *L'Aufklärung*, antiparlementarisme, critique de la représentation et du langage de la communication au profit du langage de l'expression. Faut-il y voir pour autant la préfiguration d'une conception de l'holocauste comme manifestation irreprésentable et ininterprétable de la violence divine ? N'est-ce pas au contraire ce contre quoi il faut réaffirmer la tâche de penser, agir, juger ?

Luc FERRY et Alain RENAUT  
**Philosophie politique 3. Des droits de l'homme à l'idée républicaine**

[PUF, 1984 ; rééd., coll. « Quadrige », 1996, 194 p., 8 €, ISBN : 2-13-047590-6.]

- Entre la rhétorique vague du discours des droits de l'homme et l'idée que leur proclamation ne constitue pas une politique, il y a place pour la réflexion sur leur contenu et leurs fondements. L'analyse tisse des rapports entre les différentes critiques apparues depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : subjectivisation du droit, universalisme abstrait, refus de la division de la société et de l'État. Elle permet de définir les démarcations de notre paysage politique moderne. La division des droits-libertés et des droits-créances éclaire le clivage entre libéralisme et socialisme, démocratie politique et démocratie sociale. Mais l'humanisme juridique ne débouche pas forcément sur la terreur ou sur l'historicisme, les deux plus radicales négations de ces droits qu'ils prétendent réaliser. L'Idée républicaine réconcilie la conception libérale

d'une garantie réelle des libertés individuelles dans le droit positif, l'idéal d'une essence universelle de l'homme contre tous les différentialismes, et l'affirmation socialiste des droits-créances, au moins comme Idée, c'est-à-dire comme tâche infinie de la raison dans la politique de l'État providence.

Marcel GAUCHET  
**La Révolution des droits de l'homme**

[Gallimard, coll. « NRF », 1989, 350 p., 29,95 €, ISBN : 2-07-071583-3.]

- Nous avons fait de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 le principe évident et intangible de nos institutions, mais nous avons oublié les âpres discussions qui ont contribué à la rédaction de ces dix-sept articles faussement paisibles, oublié leur caractère révolutionnaire. Le livre éclaire les enjeux des débats et leurs contradictions : maintien du principe de l'autorité et renoncement à la monarchie, dissolution de l'édifice hiérarchique des ordres et recomposition du corps social, représentation des intérêts des individus sans mandat impératif, hésitations entre le primat du législatif et celui de l'exécutif, entre l'idée de Nation-peuple et celle de Nation-histoire. S'agit-il de fonder un pouvoir collectif ou de limiter le pouvoir du collectif sur les individus, de fonder les droits sur la nature ou de fonder la société ? Faut-il privilégier les droits ou les devoirs ? La discussion sur les secours annonce même l'exigence de solidarité et montre la conscience des

... limites de la liberté et de l'égalité formelles. Tel est le sens fondateur des contradictions insurmontables et fécondes que la Révolution nous a léguées.

Claude LEFORT

**L'Invention démocratique.  
Les limites de la domination  
totalitaire**

[Fayard, 1981, 344 p., 23 €,  
ISBN : 2-213-59372-8.]

- Le livre rassemble des textes écrits avant 1981 sur les crises et les contradictions qui ont traversé les régimes communistes, pouvant conduire à leur effondrement. Il constitue surtout, contre le refus du socialisme français d'admettre la similitude du stalinisme et des différents fascismes, une analyse, devenue une référence, de la nature de tout système totalitaire et de son envers, la démocratie. Le totalitarisme prétend annuler la séparation de la société et de l'État dans l'image du peuple-Un figuré par l'individu qui détient le pouvoir, l'Egocrate. Il prétend à la transparence de la société et abolit la distance entre le lieu du pouvoir, le lieu de la loi et le lieu de la parole ou de la vérité. C'est le totalitarisme qui permet le mieux de comprendre la nature de la société démocratique, nécessairement divisée par les conflits, dont le lieu du pouvoir est symboliquement vide, et de la politique. Les droits de l'homme sont une politique : à partir du moment où ils sont posés comme référence, le droit est voué au questionnement et la démocratie est une invention constante.

Pierre LEGENDRE

**Leçon VI. Les Enfants du texte.**

**Étude sur la fonction parentale  
des États**

[Fayard, 1992, 471 p., 24,50 €,

ISBN : 2-213-02794-3.]

- Le citoyen est avant tout une personne instituée. Par qui ? Par l'État, qui maîtrise le discours normatif de la société qu'il organise. Poursuivant son œuvre, Pierre Legendre livre ici sa Leçon VI, portant sur l'institutionnalisation des individus par les pouvoirs publics énonciateurs de «l'inter-dit». Dans cette psychanalyse du droit et des institutions, le rêve d'un État mondial n'est guère envisageable : ne reposant pas sur le principe généalogique, tout organisme supranational est condamné à rester seulement une administration technique. Au contraire, l'État moderne, issu de la révolution scolaire du Moyen Âge et fondé sur le principe de la filiation et sur un schéma familial, a pour objet de transformer ses «enfants» en «citoyens» par les textes et les images qu'il produit. Mais cette production n'est ni anodine ni aisée. La justice, la justesse des mots qui divisent et rassemblent, et leur concordance avec la réalité, sont tout un art. Et, à défaut d'un parent étatique connaisseur des mécanismes de la psychologie humaine, les enfants délaissés d'une société risquent bien de ne pouvoir devenir de réels citoyens.

Bernard MANIN

**Principes du gouvernement représentatif**

[Flammarion, coll. « Champs », 1996, 319 p., 7,20 €, ISBN : 2-08-081349-8.]

• La démocratie représentative est aujourd’hui conçue comme une composante de la démocratie, alors que pendant longtemps les deux notions étaient séparées voire opposées. La citoyenneté française n’a pas exclu ce gouvernement par des représentants. La Révolution, au contraire, a tâché d’élargir le peuple de la gestion directe des affaires par le suffrage censitaire puis universel indirect, et le parlementarisme du XIX<sup>e</sup> siècle a promu un élitisme politique des représentants, que la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République ont consacré au nom de la souveraineté parlementaire. Toutefois, cette distinction entre électeurs et élus n’a pas reposé sur les mêmes critères en Angleterre, en France et aux États-Unis. Par exemple, ayant rompu avec le système aristocratique à l’anglaise, la France a dégagé une élite politique par le cens, tout en reconnaissant le statut de citoyen passif aux individus ne pouvant pas voter. L’auteur replace ainsi le système politique français dans une étude plus large sur le gouvernement représentatif, qui mêle démocratie et aristocratie au profit et parfois au détriment du citoyen.

Myriam REVault d’ALLONNES

**Doit-on moraliser la politique ?**

[Bayard, coll. « Le temps d’une question », 2002, 98 p., 11 €, ISBN : 2-227-47037-2.]

• Selon le principe de la collection, l’événement donne à penser, il ouvre le temps de la question. Ici, le choc du premier tour de l’élection présidentielle française d’avril 2002 conduit à interroger l’idée de moralité publique et les rapports difficiles que la démocratie entretient avec la morale. Les grands penseurs de la politique sont convoqués pour aider à comprendre le populisme, la fascination du despotisme moral, mais aussi la vérité de la politique comme ordre de l’apparaître et non de la transparence. Le tragique de la démocratie, c’est de devoir construire un monde commun à partir du polythéisme des valeurs. Le tragique de l’action politique, c’est la responsabilité de choisir quand les fins ne sont pas données. La dignité et la difficulté de la tâche de l’homme politique, c’est d’éduquer les hommes à la démocratie, de rendre visible à tous les citoyens cet ordre moral du monde commun, qui n’a rien à voir avec la moralisation de la politique.

## L'EXERCICE DE LA CITOYENNETÉ

COLLECTIF

### Le Piège de la parité

[Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 1999, 254 p., 7,62 €, ISBN : 2-01-278982-X.]

- La parité entre hommes et femmes en politique a fait l'objet d'une révision constitutionnelle en 1999. L'ouvrage collectif *Le Piège de la parité* présente les arguments de ceux qui se sont opposés à l'inscription de la différence des sexes dans la Constitution, y voyant un piège pour les femmes et un danger pour les principes de la république. Ce recueil réunit philosophes, historiens, juristes, sociologues et commentateurs politiques, hommes et femmes, qui se disent soucieux de voir les femmes disposer de chances égales. Mais le débat démocratique véritable n'a pas eu suffisamment lieu. Personne ne saurait défendre aujourd'hui publiquement l'idée que les femmes ne doivent pas participer à la vie politique, mais inscrire au sein de la Constitution la différence, c'est faire le lit de la ségrégation et diviser le peuple souverain.

Sylviane AGACINSKI

### Politique des sexes

[Éditions du Seuil, 1998, 204 p., 15,80 €, ISBN : 2-02-033491-7.]

- Partout est cultivée la différence des sexes, donnée naturelle, mais interprétée diversement selon les sociétés. Sylviane

Agacinski propose, au-delà d'une critique d'actualité de l'universalisme abstrait qui substitute aux êtres humains différenciés un concept d'homme universel indifférencié, une réflexion philosophique sur la mixité.

Romrant avec Simone de Beauvoir, elle montre que ce n'est pas forcément la dénégation de l'identité sexuelle qui rend possible la libération féminine. Il n'y a pas de contradiction entre la liberté des femmes et leur «destin biologique», la maternité. Elle analyse enfin les rapports entre les sexes comme étant de nature politique. En ce sens, la parité apparaît comme une nouvelle idée de la démocratie, à condition d'en clarifier les principes et les modalités et de montrer qu'ils ne sont pas en contradiction avec les fondements de la communauté politique.

Martine BARTHÉLEMY

### Associations : un nouvel âge de la participation ?

[Presses de Sciences Po, 2000, 286 p., 22,50 €, ISBN : 2-7246-0794-5.]

- La vie associative en France ne se nourrit pas du même terreau décentralisé et protestant qu'aux États-Unis. Marqué par l'idéalisme de solidarité de 1789, par les interdits de la loi Le Chapelier de 1791, puis organisé par la loi de 1901, ce modèle français se porte pourtant assez bien, soutenu par l'urbanisation récente et traduisant un réel engagement citoyen pour la cité. L'auteur analyse les forces et les faiblesses du statut juridique et social de cette vie associative et de ses acteurs. Dévoilant les risques d'une instrumentalisation des

associations par les pouvoirs publics partenaires, étatiques ou locaux, Martine Barthélémy met aussi en lumière l'évolution interne de celles-ci, obligées de se tourner vers les entreprises, les banques et les médias, pour financer leurs actions et devenir audibles, voire crédibles. L'auteur remarque le changement constant du dynamisme associatif, qui doit s'adapter à la crise politique de l'État et de la démocratie. Car, relais, complément ou alternative civique à l'action publique, le mouvement associatif a toujours le même objectif, contribuer à «faire société», mais se heurte toujours aux mêmes limites.

**Claude FIÉVET (dir.)**  
**Invention et réinvention**  
**de la citoyenneté**

[Joëlle Sampy, 2000, 719 p., 36,59 €,  
 ISBN : 2-913655-00-9.]

- Cet ouvrage fait le point sur les origines de la citoyenneté et sur son devenir d'un point de vue historique, juridique et sociologique. Recueil des actes d'un colloque de grande ampleur tenu en 1998, il réunit plusieurs professeurs et chercheurs autour de questions aussi diverses que la citoyenneté en droit fiscal, la citoyenneté sociale, locale, ou encore le rapport entre citoyenneté et nationalité, citoyenneté et science ou même télévision. S'appuyant sur des expériences manquées ou réussies en droit comparé, sur des exemples historiques, il n'élude pas les problèmes de la citoyenneté européenne, de l'immigration, et propose même de renouveler le contenu de cette notion

de citoyenneté pour répondre à l'effacement du citoyen dans le temps et dans l'espace, ou à l'évolution de sa place avec Internet. Mais cette cyber-citoyenneté doit s'appuyer sur une formation adéquate et de nouvelles références, qu'esquisse plusieurs contributions. La diversité des analyses ouvre des perspectives nouvelles sur un sujet qui semblait pourtant bien connu.

Daniel GAXIE

**Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique**

[Éditions du Seuil, coll. «Sociologie», 1998, 269 p., 25,92 €, ISBN : 2-02-004941-4.]

- La transformation de l'individu en citoyen ou, dit autrement, de l'homme situé en être abstrait, est-elle neutre? Le citoyen électeur est-il un être raisonnable, raisonné, éclairé comme le postule la philosophie des Lumières, ou ne retrouve-t-on pas derrière ses choix les traces de son humanité fragile? Les candidats aux élections s'adressent-ils à sa raison ou à ses passions? Telles sont les questions que pose l'auteur de cette étude sur la situation sociologique des électeurs. En effet, la politisation du citoyen dépend avant tout de sa condition sociale et familiale, de son éducation et de sa scolarisation, de son sexe, de son intégration dans la société. En France, cette socialisation connaît ses spécificités, marquées par l'idéologie républicaine et la place de l'État dans l'organisation de la société, ou par l'histoire des partis politiques en concurrence et la tradition des mouvements sociaux.

... Cette thèse d'État de 1975, rééditée, permet toujours de comprendre certains mécanismes de la « politisation différentielle » des citoyens et les inégalités qu'elle reproduit. Si l'élection censitaire a disparu, subsistent encore d'invisibles discriminations.

Olivier IHL

### La Fête républicaine

[Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1996, 402 p., 27,44 €, ISBN : 2-07-073348-3.]

- Le citoyen est un être institué par la république, ce qui nécessite tout un cérémonial renouvelé, toute une mise en scène dont les artifices révèlent le sens donné à ce statut. L'auteur nous présente cette institutionnalisation à travers le rituel de la fête républicaine, autocélébration qui permet aussi de dire au citoyen ce qu'il est, par exemple lors du 14 Juillet. Après la tentation révolutionnaire d'instaurer une religion civile de la république, la France a ainsi préféré, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, élaborer des rites assurant certes une communion citoyenne, mais sur une base individualiste et laïque. Analysant de nombreux exemples de fêtes et de commémorations, auscultant les objectifs recherchés et décrivant la fébrilité et le sérieux des maîtres de cérémonie, l'ouvrage offre l'image du citoyen festif.

Khadija MOHSEN-FINAN (dir.)

### De la citoyenneté locale

[IFRI, coll. « Travaux et recherches de l'IFRI », 2003, 164 p., 15 €, ISBN : 2-86592-142-5.]

- La citoyenneté locale s'est développée récemment sous l'influence de deux phénomènes : l'urbanisation des années 1970 et le regroupement de populations immigrées dans les banlieues. Cette démocratie de proximité, renforcée par l'actuelle décentralisation, est devenue pour les autorités une nécessité afin d'enrayer les violences urbaines et le délitement du lien social. Dans les banlieues, le quartier est alors au centre de toutes les préoccupations et donne lieu à des politiques d'intégration spécifiques, mêlant valeurs républicaines et discours ethniques et religieux. S'appuyant sur les médias, un nouveau discours sur la citoyenneté se met en place, qui relie autorités politiques, médiateurs, monde associatif et responsables confessionnels, et qui rompt avec l'individualisme traditionnel français pour favoriser au contraire une citoyenneté communautaire sous l'égide de la république. La création des « grands frères » par exemple donne alors, pour les auteurs de cette étude, de nouveaux horizons à l'intégration et au lien social, qui diffèrent du schéma classique et produisent des pratiques et un langage en quête d'une institutionnalisation.

Janine MOSSUZ-LAVAU

**Femmes/hommes pour la parité**

[Presses de Sciences Po,  
coll. « La bibliothèque du citoyen », 1998,  
142 p., 12 €, ISBN : 2-7246-0746-5.]

- L'instauration de la parité entre hommes et femmes en politique est un sujet brûlant, témoignant à nouveau de l'« exception française », et donc source d'affrontements. Favorable à la parité et opposée à toute discrimination, Janine Mossuz-Lavau effectue un état des lieux historique et sociologique. Elle examine la progression lente de l'idée de parité, les objections qu'on peut lui faire, en s'appuyant sur plusieurs voix de femmes telles que des chercheuses, des féministes et des anti paritaires. Dans la réfutation de leurs objections apparaît la conception de la parité comme construction d'une réelle égalité.

Anne MUXEL

**Les Jeunes et la Politique**

[Hachette, coll. « Questions de politique »,  
1996, 144 p., 8,99 €, ISBN : 2-01-235225-1.]

- Délaissant les facilités de la déploration, Anne Muxel interroge le comportement politique des jeunes à travers une analyse sociologique s'étendant sur la période 1978-1995. L'ouvrage contredit une série de clichés concernant les attitudes des jeunes vis-à-vis de la politique (rejet, apathie, extrémisme, etc.). À la charnière de deux univers de référence, l'actuel et celui de leurs

parents, renvoyant à des cultures politiques où gauche et droite sont mal identifiées, le comportement des jeunes n'est pas celui d'une démobilisation massive.

Il reflète plutôt un engagement, souvent tardif, variable selon l'expérience sociale de l'individu, et axé soit sur les questions humanitaires mondiales, soit sur les problèmes locaux et quotidiens.

Mona OZOUF

**Les Mots des femmes.**

**Essai sur la singularité française**

[Fayard, coll. « L'esprit de la cité », 1995,  
402 p., 23 €, ISBN : 2-213-59394-9.]

- Le féminisme français apparaît comme tardif et modéré au regard de celui d'outre-Atlantique. Mona Ozouf, historienne et spécialiste de la Révolution française, souhaite, par le biais de dix portraits, donner à entendre des voix de femmes, écrivains, artistes, politiques, du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, de madame Du Deffand à Simone de Beauvoir. Ces voix s'entrecroisent, se complètent, se contredisent parfois, offrant une riche vision de la conscience féminine et de son expression. L'essai sur la singularité française qui conclut le livre revient sur l'évolution de l'image de la femme depuis Montesquieu et Rousseau, et sur la construction d'un féminisme français radical mais non hostile aux hommes, plutôt universaliste car marqué par le jacobinisme.

Pascal PERRINEAU  
et Dominique REYNIE  
**Dictionnaire du vote**

[PUF, 2001, 997 p., 106,41 €,  
ISBN : 2-13-051345-X.]

• Fruit d'un travail collectif de cent soixante-dix auteurs, ce fort volume présente, en quatre cent treize entrées, tout le vocabulaire de la science électorale, son index permettant d'effectuer des recherches transversales. S'y entrecroisent un ensemble de disciplines: droit public, droit constitutionnel, droit administratif, histoire des doctrines politiques et, bien sûr, sociologie politique. De riches bibliographies accompagnent les noms de personnes (Charles Maurras, François Mitterrand, John Stuart Mill, Helmut Kohl, etc.); les systèmes politiques et électoraux des États démocratiques cités (Allemagne, Japon, Italie, États-Unis...) sont présentés avec une chronologie des élections locales et nationales; les concepts sont minutieusement analysés (anarchisme, césarisme, clientélisme, etc.), ainsi que les systèmes électoraux et de décompte des voix (méthodes de Copeland, de Dodgson...). Pour la France, un panorama complet des élections est dressé de façon historique et s'accompagne d'explications politiques et théoriques. Toutes les élections sont passées en revue: politiques, consulaires, professionnelles, étudiantes, épiscopales, sans oublier celles des Molières ou des Césars... Les termes « citoyen » ou « électeur rationnel » font l'objet d'une étude approfondie.

## LIEN SOCIAL ET CITOYENNETÉ

Étienne BALIBAR

**Droit de cité**

[PUF, 1998; rééd., coll. « Quadrige essai », 2002, 217 p., 9,50 €, ISBN : 2-13-052384-6.]

• Comment être citoyen sans avoir droit de cité? L'ouvrage est une réflexion sur le devenir de la démocratie. Le droit de cité est le droit aux droits, l'étroite imbrication des droits de l'homme et du citoyen. Il s'oppose à la « préférence nationale » et à son pendant européen, la préférence communautaire, et s'inscrit dans une culture mondiale. L'analyse de la crise des modèles de la citoyenneté appelle des propositions pour leur dépassement. La crise de l'État providence est celle de l'« État national-social », qui commande chez les nationaux une position d'assistés, de citoyens passifs. La citoyenneté moderne ne saurait s'en tenir non plus aux seuls droits politiques, ni être dépendante de la seule nationalité. Est dénoncé l'« apartheid social », dont celui des étrangers extra-européens. Le repliement communautariste ne peut être combattu sans donner à chacun les moyens de construire son identité. La nouvelle citoyenneté sera une citoyenneté ouverte, apte à réconcilier statut individuel et émancipation collective. L'Europe devrait en être un des supports.

**Cornélius CASTORIADIS**  
**L’Institution imaginaire**  
**de la société**

[Éditions du Seuil, 1975 ; rééd., coll. « Points essais », 1999, 540 p., 9,45 €, ISBN : 2-02-036562-6.]

- La première partie de l’ouvrage, avec des textes publiés dans la revue *Socialisme ou Barbarie*, passe au crible l’héritage marxiste : la critique acérée qu’elle opère de sa pensée scientiste et déterministe semble indispensable pour concevoir les véritables conditions d’un changement radical de la société. La seconde partie entend penser le dépassement des réponses traditionnelles, engluées dans l’« auto-aliénation » de la société. L’institution imaginaire de la société est sa capacité d’autocréation de formes, de significations et de normes. L’auteur mène une ample réflexion sur la nature de l’imaginaire et sa place dans la temporalité sociale, l’institution « social-historique » de l’individu et de la société. La dynamique sociale procéderait tout à la fois de mécanismes psychiques et des rapports sociaux. Cette entreprise d’élaboration philosophique et sociologique de la notion d’imaginaire social entend ouvrir les consciences à une nouvelle possibilité de penser et de vivre le monde, à distance tant du marxisme officiel que de conceptions rigides et figées de la société démocratique.

**Hervé CELLIER**  
**Une éducation civique**  
**à la démocratie**

[PUF, coll. « Éducation et formation », 2003, 156 p., 18 €, ISBN : 2-13-053269-1.]

- Dans un contexte où les relations entre enseignants et enseignés sont en crise, l’éducation démocratique à la démocratie est devenue un thème de priorité publique. Hervé Cellier retrace l’histoire de l’enseignement de l’éducation civique, dans toutes ses formes. Comment faire passer l’éducation civique à l’école de l’éducation morale à l’éducation à la citoyenneté ? L’auteur propose la notion de démocratie d’apprentissage, fondée à la fois sur des exigences, sur une application de principes fondamentaux du droit, sur des formes institutionnelles originales, et sur une pédagogie et une éthique des enseignants dans leur travail et leur pratique de l’autorité.

**Colette CRÉMIEUX**  
**La Citoyenneté à l’école**

[Syros, coll. « École et société », 1998, 206 p., 13,57 €, ISBN : 2-84146-610-8.]

- L’école française est lieu de paradoxes, nombreux et divers. Par exemple, elle prône la solidarité et valorise l’élitisme, ou encore elle abandonne la morale tout en revendiquant ses valeurs. Il est nécessaire de passer à un système aidant à la réussite du plus grand nombre, par la valorisation des capacités individuelles et des comportements citoyens. La citoyenneté à l’école ne peut

... se réduire à un contenu disciplinaire, à un simple discours, il s'agit plutôt d'une «expérience à vivre». Des exemples concrets illustrent des cadres d'action adaptés à l'hétérogénéité des élèves, notamment en second degré.

**Régis DEBRAY**  
**Critique de la raison politique ou l'inconscient religieux**

[Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées », 1981 ; rééd., coll. « Tel », 1987, 478 p., 9,76 €, ISBN : 2-07-070857-8.]

- Il n'y a pas de société sans idéologie. Régis Debray dépasse l'opposition entre sociétés traditionnelles à foi religieuse et sociétés conflictuelles à caractère idéologique, pour remonter aux sources où se forgent les structures de l'être ensemble, et constituer une typologie des systèmes de croyance. À la racine du fait social, il y a la force incontrôlée et apparemment irrationnelle d'un inconscient religieux. Religions et idéologies sont les formes d'un inconscient politique qui n'est pas déterminé par des formes symboliques, mais par des formes d'organisation matérielle.

Sur le modèle kantien, la critique de la raison politique s'interroge sur l'usage légitime que les groupes humains peuvent faire de leur aptitude à s'organiser collectivement, délimitant le possible et l'impossible. Elle dénonce les illusions que recouvre le concept d'idéologie et montre la nécessité de recourir à la notion d'incomplétude, transposition politique du théorème de Godel: aucun système

ne peut se clore à l'aide des seuls éléments intérieurs au système. Cette connaissance théorique ne contredit-elle pas la poursuite d'un idéal et l'action politique singulière, celle de l'intellectuel révolutionnaire ou du conseiller du prince ? C'est que la théorie est sans conséquence sur l'agir. Elle fixe les limites de ce qui est possible, elle ne dit pas ce qui doit être.

**Jacques DERRIDA**  
**et Anne DUFOURMANTELLE**

**De l'hospitalité**

[Calmann-Lévy, 1997, 146 p., 12,50 €, ISBN : 2-7021-2795-9.]

- Anne Dufourmantelle nous invite à suivre deux séances du séminaire de Jacques Derrida. La question de l'étranger, c'est celle du chez soi chez l'autre et de la double filiation du mot *hostis*, hôte et ennemi. L'essence antinomique de l'hospitalité, «l'hostipitalité», ouvre au déchaînement incontrôlable de la violence envers le plus proche, comme dans les guerres d'otages ou les exemples bibliques de Loth ou du lévite d'Ephraïm. La loi d'hospitalité inconditionnelle dépasse toute juridicité, et même une certaine éthique. Elle n'est ni l'hospitalité antique comme devoir, ni un impératif moral absolu, ni le droit cosmopolitique kantien à l'hospitalité universelle. Les conditions de l'hospitalité supposent l'inviolabilité du chez soi, de la sphère privée, et la responsabilité absolue du maître de maison. Mais, d'Œdipe à l'Internet, on voit que l'espace privé ouvre à l'intrusion, au viol de l'inviolable.

Les échanges privés transforment la structure de l'espace public, et les pouvoirs de la police sur les conversations privées s'étendent en même temps que la transparence démocratique. Nouvelle aporie d'un droit à l'hospitalité.

Denis DUCLOS

**De la civilité. Comment les sociétés apprivoisent la puissance**

[La Découverte, 1993, 327 p., 24,39 €, ISBN : 2-7071-2201-7.]

- L'auteur donne un éclairage singulier à la vieille question du vivre ensemble, dans des sociétés confrontées aux impératifs du marché, aux dérives bureaucratiques, aux risques industriels et plus généralement aux puissances que la civilité a pour vocation de brider. Celle-ci est donc prise dans une acception plus large que celle du simple respect des autres ; elle ne se limite pas non plus à une technologie sociale d'absorption des tensions inhérentes à un monde complexe. Si elle se fonde dans les ressources culturelles et symboliques de la société, la civilité réussit d'autant mieux qu'elle parvient à s'insérer dans les interstices du social. La présentation faite par l'auteur des dimensions empirique, théorique et historique de la civilité constitue un essai sur le politique, puisque la civilité participe de la nécessité de l'équilibre des puissances. Diffuse dans les divers champs sociaux, la civilité peut-elle cependant s'imposer sans d'autres ressources que symboliques ?

Claire HÉBER-SUFFRIN

**Les Savoirs, la Réciprocité et le Citoyen**

[Desclée de Brouwer, 1998, 432 p., 21,34 €, ISBN : 2-220-04185-9.]

- La société évolue et crée constamment de nouveaux savoirs. Une question cruciale se pose alors : va-t-on vers un accaparement de ces savoirs par quelques-uns ou peut-on donner leurs chances à des pratiques sociales conformes à un principe d'universalité des savoirs ? Les Réseaux d'échanges réciproques de savoirs sont une démarche intéressante, concernant les enfants comme les adultes, en milieu associatif. Ils constituent un outil d'éducation populaire permanente ainsi que d'autoformation, et concourent à un apprentissage réussi et à la construction de la citoyenneté.

Jean-François LYOTARD

**La Condition postmoderne.**

**Rapport sur le savoir**

[Éditions de Minuit, coll. « Critique », 1979, 114 p., 10 €, ISBN : 2-7073-0276-7.]

- Sur quoi repose la légitimité de la loi, quel est le critère de la vérité, à l'heure où les grands récits ne font plus autorité ? La condition postmoderne est vouée à l'hétérogénéité des jeux de langage différents, celui du pouvoir, celui des experts, celui de l'information qui circule. Qui a autorité pour décider du vrai et du juste ? Ni l'humanité, ni les savants, ni l'État, ni le peuple. La légitimité du savoir repose-t-elle sur la pragmatique de l'efficience, sur la pure performativité, sur la logique de la puissance

... ou du profit, sur la possibilité de dépasser les différends par la discussion ? La pluralité des savoirs relève de la paralogie, exige d'inventer constamment des règles de légitimation. Quel effet cette transformation de la nature du savoir peut-elle avoir sur la nature du lien social ? Nul pessimisme, nulle concession à la barbarie dans le fait de renoncer à la transparence et au consensus. Une politique se dessine, où l'informatisation de la société ne serait pas un instrument de contrôle social, mais renforcerait notre sensibilité aux différences et notre capacité à supporter l'incommensurable.

**Alain MOUGNIOTTE**  
**Pour une éducation au politique.**  
**En collège et lycée**

[L'Harmattan, coll. « Éducations et sociétés », 1999, 202 p., 14,94 €,  
 ISBN : 2-7384-7929-4.]

- Au XIX<sup>e</sup> siècle, on a introduit l'instruction civique dans les programmes de l'école élémentaire ; un siècle plus tard, on a instauré une éducation à la citoyenneté. Mais ne faut-il pas, pour préparer le citoyen de demain, lui donner en outre une véritable éducation au politique ? Définissant « le politique » comme « tout ce qui a trait à la gestion des sociétés humaines », Alain Mougniotte explique la nécessité de former les jeunes à comparer, à analyser, à argumenter, sur cet objet particulier. Après l'examen des différentes tentatives antérieures dans ce domaine, il s'interroge sur la légitimité et les finalités d'une éducation au politique, finalités qui déterminent les contenus

à enseigner et les formes de cette éducation. L'auteur propose les bases d'une véritable didactique dans ce domaine, développant jusqu'aux modalités de sa réalisation.

Alain RENAUT

**La Libération des enfants.**  
**Contribution philosophique**  
**à une histoire de l'enfance**

[Calmann-Lévy/Bayard, 2002, 302 p., 24 €,  
 ISBN : 2-227-47080-1.]

- De l'autorité naturelle à l'égalité des droits, du dressage à l'amour, de la négation de l'enfant à sa reconnaissance comme sujet, Alain Renaut trace les lignes de rupture qui opposent, dans la conception de l'enfant, le régime ancien de la tradition et celui des modernes. En étendant la notion d'identité démocratique à cet *alter ego* dont on ne peut occulter la différence essentielle et irréductible — puisqu'il a naturellement besoin de l'adulte pour devenir ce qu'il est en droit —, l'individualisme des sociétés contemporaines soulève bien des paradoxes. De la déclaration des droits de l'enfant à la conception de l'enfant citoyen, l'analyse éclaire le rôle de ce travail de l'égalité dans la crise de la famille et de l'école. En libérant les enfants des formes d'assujettissement de la tradition, la modernité a généralisé le modèle du contrat qui fonde tout pouvoir sur la discussion entre égaux et le consentement volontaire. Une telle juridiction du lien familial et de la relation éducative ne risque-t-elle pas d'en gommer la dimension morale, celle du devoir de l'éducateur de préserver un droit à l'enfance ?

Dominique SCHNAPPER

**La Relation à l'autre.**

**Au cœur de la pensée sociologique**

[Gallimard, coll. « NRF essais », 1998, 576 p., 30 €, ISBN : 2-07-075113-9.]

- La relation à l'Autre dans la société est un problème constitutif de la sociologie. L'histoire de la réflexion sociologique élaborée sur le rapport à « l'Autre », aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France, en montre la structuration autour de styles intellectuels nationaux. L'analyse des relations ethniques en est un bon révélateur. Cependant, ce thème n'est qu'un « catalyseur » pour l'examen du principe de citoyenneté, seul fondement légitime (morale et politiquement) de la société démocratique. Les relations interethniques permettent d'étudier l'application de ce principe, faisant entre autres apparaître les contradictions entre un principe fondé sur l'égalité juridique et politique et les réalités économiques et sociales de la société, entre l'universel et les différences particulières. Plaidoyer pour une sociologie critique, l'ouvrage présente en même temps une vision exigeante de la citoyenneté.

Tzvetan TODOROV

**Nous et les Autres. La réflexion française sur la diversité humaine**

[Éditions du Seuil, coll. « La couleur des idées », 1989 ; rééd., coll. « Points essais », 1996, 452 p., 9,95 €, ISBN : 2-02-18217-3.]

- Comment se comporter avec ceux qui n'appartiennent pas à la même communauté que nous ? Qu'est-ce qu'une nation ? Comment légitimer les jugements que nous

portons sur les membres d'une autre culture ?

D'où viennent nos valeurs ? Comment concilier l'universel et le particulier ? À la racine des idéologies qui marquent encore notre présent, il y a ces courants de pensée qui ont réagi à l'universalisme des Lumières et à la victoire de l'idéologie individualiste en forgeant différentes figures de la méconnaissance des autres : le racisme et son corollaire, le scientisme, le nationalisme et l'égocentrisme de l'exotisme moderne.

Tzvetan Todorov choisit, pour les comprendre, de confronter, pour l'essentiel, les auteurs français des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Il les juge à l'aune d'un humanisme critique. Être humain, c'est aussi ne pas avoir honte de son attachement à une culture. Comment alors réconcilier la reconnaissance des différents groupes sociaux et l'exigence d'universalité ? Les deux modèles de Montesquieu et de Rousseau peuvent nous y aider.

Maurice TOURNIER

**Des mots en politique. Propos d'étymologie sociale (vol. 2)**

[Klincksieck/INaF, coll. « Saint-Cloud », 1997, 310 p., 17 €, ISBN : 2-252-03093-3.]

- L'innocence des mots n'existe pas en politique. Le choix de tel ou tel terme vise toujours à présenter un fait de la manière la plus adéquate à l'idéologie choisie. Mais à l'inverse, les mots fabriquent l'idéologie, parfois de manière claire, parfois de façon plus insidieuse. L'auteur utilise toutes les ressources de l'étude du vocabulaire : étymologie, place dans l'énoncé, rapports avec les mots voisins, statistiques. L'ouvrage

... n'est pas seulement un florilège des mots contemporains dont use et abuse le langage politique. Il montre comment le sens du message politique se construit à travers des mots, comment par exemple évolue la conception de l'égalité quand on parle d'équité, ou comment une idéologie peut se diffuser au moyen des préfixes de- ou re-.

Michèle VERDELHAN-BOURGADE (dir.)

### **École, Langage, et Citoyenneté**

[L'Harmattan, 2001, 348 p., 25,95 €, ISBN : 2-7475-0875-7.]

- Un travail pluridisciplinaire, rassemblant des linguistes, des juristes, des économistes et des philosophes, s'attache à analyser la notion de citoyenneté dans ses rapports ambigus avec l'école, à travers les textes officiels, les programmes, les manuels, et aussi une enquête auprès de lycéens dont les paroles font ressortir le besoin de dialogue avec l'adulte porteur du droit. L'apprentissage scolaire de la citoyenneté, dans sa dimension sociale et politique, passe nécessairement par le langage, celui-ci étant à la fois vecteur et objet d'une formation à la citoyenneté. L'ouvrage explore quelques pistes pour cette éducation du et par le langage.

## **UNIVERSALISME ET PARTICULARISMES**

Jean-Loup AMSELLE

### **Vers un multiculturalisme français. L'empire de la coutume**

[Aubier, 1996 ; rééd., Flammarion, coll. « Champs Sciences humaines », 2001, 192 p., 7,20 €, ISBN : 2-270-072851-3.]

- Anthropologue, spécialiste de l'Afrique noire, l'auteur soulève le paradoxe de l'existence, dans le modèle d'assimilation républicaine, d'un socle racial. Ce modèle nourrit le mythe de deux races sublimées dans un processus de fusion ou de métissage. Il procède d'une conception singulière de l'histoire nationale et de sa réfraction dans les pratiques coloniales — dont celles inscrites dans l'aventure de l'expédition d'Égypte, la pratique du multiculturalisme en Algérie, l'œuvre administrative au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle de Faidherbe au Sénégal. La préface de l'édition de 2001 souligne le risque, aujourd'hui, d'exacerbation des identités communautaires, alors même que l'émettement des groupes sociaux nourrit de nouveaux besoins d'identification, et les dangers de ce que l'auteur nomme l'« État libéral communautaire ». Le compromis nécessaire entre le multiculturalisme, les intérêts des individus et la logique du creuset républicain est difficile à établir.

Jean BAUBÉROT

**Vers un nouveau pacte laïque ?**

[Éditions du Seuil, 1990, 276 p., 22,11 €,  
ISBN : 2-02-012251-0.]

- L'histoire de la laïcité est jalonnée de deux seuils de laïcisation : 1802 et 1905. La séparation de l'Église et de l'État en 1905 constitue, pour Jean Baubérot, historien et sociologue, un « pacte laïque » modéré dont les auteurs furent Briand et Jaurès, bien plus qu'Émile Combes. Aujourd'hui, face à la poussée du religieux comme à la crise des idéologies, la société arrive à un troisième seuil de laïcisation avec un nouveau pacte laïque à construire. Nécessaire pour la paix civile, ce pacte viendra de la société civile et du débat associatif, auquel les Églises mêmes pourraient participer. La France de la morale (religieuse ou agnostique) peut s'entendre avec celle des droits de l'homme. La tâche majeure de la laïcité actuelle serait de garantir la sacralité de ceux-ci, tout en maintenant le cap d'un anti-cléricalisme débarrassé de tout sentiment anti religieux.

Guy BEDOUELLE et Jean-Paul COSTA

**Les Laïcités à la française**

[PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1998, 263 p., 15 €, ISBN : 2-13-148987-7.]

- Rencontre entre un religieux dominicain et un ancien membre du Conseil d'État, cet ouvrage dépasse le classique singulier de la laïcité pour en dévoiler les aspects divers. Si la laïcité est un héritage historique et idéologique, sa traduction actuelle en droit, face aux multiples problèmes sociaux

et religieux qu'elle rencontre, oblige en effet à en percevoir les diverses facettes et à admettre l'évolution de son sens. Repenser alors la laïcité implique de ne pas fermer la société civile et politique au fait ou au personnel religieux. Les exemples de la République célébrant le baptême de Clovis en présence du pape ou se recueillant à Notre-Dame de Paris pour saluer la mort du président Mitterrand traduisent cette évolution, qui doit aussi prendre en compte les nouvelles populations d'origine étrangère et non catholiques n'ayant pas connu notre histoire laïque. Pour autant, la laïcité « ouverte » prônée par les auteurs se doit de ne pas être faible. Mais, en posant les jalons des interdits essentiels, elle doit également viser l'intégration des populations, pour faire de tous des citoyens de la République et éviter l'éclatement social. Cette approche implique donc dialogue et souplesse, au nom d'une « éthique laïque » rénovée.

Pierre BIRNBAUM

**La France imaginée**

[Gallimard, coll. « Folio histoire », 2003, 439 p., 9,90 €, ISBN : 2-07-042741-2.]

- L'ouvrage explore l'hypothèse d'un scénario de régression de la France depuis la nation républicaine jusqu'à la reconnaissance d'enracinements particuliers, les communautarismes. Pierre Birnbaum décrit une France écartelée entre une « adhésion irréversible à la Raison » des Lumières et son « essence catholique », et suit les étapes les plus significatives de cette tension de 1789 à 1998. Son interprétation donne une grande

... cohérence à la lecture d'un présent encore en construction, comme le montrent nos débats actuels, relecture de la laïcité ou loi sur le port de signes religieux dans l'école publique. L'auteur insiste sur l'importance de l'Église catholique et de son influence sur l'équilibre des pouvoirs tout au long de cette période, notamment à propos de la place et du rôle de l'État.

Guy COQ

### Laïcité et République.

#### Le lien nécessaire

[Le Félin, coll. « Question d'époque », 1995, 336 p., 9,50 €, ISBN : 2-86645-196-1.]

- Posant la laïcité comme principe fondateur de la société républicaine française, Guy Coq en mène une analyse philosophique, notamment dans le domaine de l'éthique, et politique. Il fait de l'éducation un des principes créateurs du lien nécessaire entre société laïque et république, et le démontre dans l'étude de la loi de 1905, des lois de Vichy ou des crises de l'école en 1984 et 1994. Une étude commentée et critique des représentations qui ont perturbé une politique républicaine de l'éducation (innovation, pédagogisme, sciences éducatives, droits de l'homme) débouche sur la vision d'une éducation laïque restaurant dans une certaine mesure l'esprit des Lumières : une éducation éthique, qui donnerait conscience de l'importance de la politique et redonnerait son sens à la culture. La société laïque est fragile, l'éducation à la laïcité est nécessaire pour renforcer le lien social et lutter contre la barbarie.

Philippe DEWITTE (dir.)

### Immigration et intégration, l'état des savoirs

[La Découverte, coll. « Textes à l'appui », série « L'état des savoirs », 1999, 443 p., 30 €, ISBN : 2-7071-2956-9.]

- L'immigration est polymorphe, selon qu'elle débouche sur une implantation de peuplement, sur une installation durable ou sur une installation temporaire pour cause de travail ou de tourisme. Elle ne tend donc pas toujours vers l'intégration. De même, la sédentarisation des immigrants est variable selon leurs origines. C'est cette complexité que l'ouvrage se propose d'analyser, concrètement et conceptuellement. Sur la base d'études statistiques et scientifiques de diverses populations immigrées, sont ainsi abordées les questions de la scolarisation, de l'emploi légal ou clandestin, des mariages mixtes, des apports culturels et artistiques, de la représentation médiatique et institutionnelle, et sont analysées les politiques françaises d'immigration, de naturalisation ou de contrôle des frontières depuis 1945. Le modèle français d'intégration est alors directement interrogé, la laïcité et l'égalité républicaines devant faire face au racisme latent ou révélé et aux revendications de diversité et de multiculturalisme.

Marcel GAUCHET

**Le Désenchantement du monde.  
Une histoire politique  
de la religion**

[Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1985, 307 p., 29 €,  
ISBN : 2-07-070341-X.]

• L'histoire politique est celle du passage d'un ordre totalement subi à un ordre de plus en plus voulu ; c'est l'histoire de la désacralisation du monde, à laquelle participe la logique même du christianisme. La première grande césure de l'histoire politique est l'apparition de l'État, la seconde est celle du monothéisme qui bouleverse l'ancienne économie religieuse. Quant à la fin de la religion, elle se situe moins dans l'évincement des croyances que dans la recomposition de « l'univers humain-social » hors de la religion. Cet univers d'émancipation des individus, qui nourrit et se nourrit des avancées démocratiques, n'implique pas la disparition de l'État mais son assignation à moins d'autorité et à plus de représentation. L'ouvrage analyse les effets de la sortie du religieux sur l'autonomisation du politique et la subjectivation du sacré, singulièrement dans l'Occident moderne. Il a été prolongé en 2001 par une étude plus courte sur *La Religion dans la démocratie : parcours de la laïcité*, centrée sur la question de la place de la religion en France.

Sylvie MESURE et Alain RENAUT

**Alter ego. Les paradoxes  
de l'identité démocratique**

[Aubier, 1999 ; rééd, Flammarion, coll. « Champs », 2001, 8,20 €, ISBN : 2-0808-0004-3.]

• En faisant de l'autre homme un *alter ego*, la dynamique démocratique n'a cessé de creuser le paradoxe de cette étrange composition de l'identité et de la différence. Qu'elle soit spécifique, l'identité humaine, personnelle, celle du sujet, ou collective, celle de nos différentes appartenances culturelles, l'identité est toujours une prise en compte de la différence. Mais l'affirmation moderne de l'individu comme sujet de droit repose sur une abstraction qui sacrifie toutes les solidarités culturelles en renvoyant les différences constitutives de l'identité à la sphère privée. N'est-il pas temps de dépasser la simple reconnaissance de l'universel en l'homme, de transformer la perception des droits individuels en intégrant ce qu'ils impliquent de droits culturels ? Quel statut juridique faudrait-il alors donner à cette identité différenciée ? L'héritage libéral doit pouvoir interroger ses principes si les sociétés démocratiques veulent faire l'économie des conflits identitaires. Les auteurs poursuivent le débat, engagé outre-Atlantique, de l'individualisme libéral avec ses deux adversaires, le communautarisme et le républicanisme.

Henri PENA-RUIZ

**Qu'est-ce que la laïcité ?**

[Gallimard, coll. « Folio actuel », 2003, 350 p., 7,30 €, ISBN : 2-07-030392-9.]

- La laïcité est ici posée d'entrée comme la condition d'un monde commun et vivable pour tous. C'est un principe positif d'affirmation de la liberté et de l'égalité, et donc une constituante fondamentale de la République française. Henri Pena-Ruiz va le démontrer, tant dans l'analyse philosophique de l'idéal laïque que dans les manifestations de la laïcité aujourd'hui. Des explications claires sur la neutralité, la séparation de l'Église et de l'État, la distinction entre sphère publique et sphère privée, la notion d'intégration, font de cet ouvrage une synthèse documentée et accessible sur un problème complexe.

Émile POULAT

**Notre laïcité publique. « La France est une République laïque »**

[Berg international, 2003, 416 p., 22 €, ISBN : 2-911289-65-X.]

- Fruit d'une longue histoire, la laïcité française traduit un renversement idéologique qui a vu le passage d'un régime dominé par le catholicisme à un régime placé sous le signe de la liberté de conscience et de pensée. Émile Poulat analyse les conséquences institutionnelles de ce changement, du point de vue de « la laïcité qui nous gouverne ». Il examine notamment la question du patrimoine des lieux de culte, des congrégations, de l'école et de la liberté scolaire, de l'espace

public et de l'espace privé, en s'efforçant de démontrer quelques idées reçues, grâce à l'étude fine de l'histoire et des textes réglementaires. Religion (centrée plutôt ici sur le catholicisme) et laïcité sont complémentaires dans l'État français actuel.

Un équilibre de fait s'est institué, la laïcité fournissant le cadre institutionnel qui permet aux religions de vivre et de se développer.

Alain TOURAIN

**Pourrons-nous vivre ensemble ?**

**Égaux et différents**

[Fayard, 1997, 395 p., 21,30 €, ISBN : 2-213-59872.]

- Construire une grille d'analyse des conduites personnelles et collectives correspondant à la société de « basse modernité », c'est-à-dire à la société post-industrielle, tel est l'objet central de l'ouvrage. L'auteur livre ici l'aboutissement de sa réflexion sur la nature tant de la société que de l'individu, en écho avec d'autres approches, en particulier celle d'Anthony Giddens. La vie sociale ne peut plus être garantie par l'existence de valeurs communes, ni reposer sur la capacité de l'État à faire lien, ou la simple affirmation des principes d'une démocratie purement procédurale ; elle passe nécessairement par la reconnaissance de l'Autre, dont le Sujet, pour exister, ne saurait se passer. Cet ouvrage d'un sociologue relève aussi de la philosophie politique : le refus des réponses tant libérale que communautarienne, mais aussi la crise de la synthèse républicaine, imposeraient de rechercher une voie nouvelle qui pense

le Sujet comme acteur, qui lie étroitement démocratie et mouvements sociaux et conçoive un État moins prégnant et plus soucieux de garantir les droits de l'individu, sans omettre de reconnaître ses droits culturels.

Céline WIENER et Michel LE CLAINCHE (dir.)  
**Le Citoyen et son administration**  
[Imprimerie nationale/Éditions techniques, 2000, 390 p., 30,34 €, ISBN: 2-7433-0363-8.]

- L'ouvrage explique dans le détail les relations du citoyen avec l'Administration. À proprement parler, l'Administration ne connaît pas de « citoyens ». Produisant ses services, elle est plus particulièrement en contact avec des « administrés » ou des « usagers ». Certes, l'usager est pareillement titulaire de droits faisant le pendant de ses devoirs. Mais au-delà de cette seule approche administrative, réglée par les textes et la jurisprudence, la nature de ces relations est à considérer sous l'angle de la citoyenneté. En effet, si beaucoup de réformes actuelles ont surtout pour but d'améliorer l'efficacité du service rendu, c'est la référence à la citoyenneté qui conduit par exemple au développement de la consultation ou de l'association des populations à l'action administrative, ou qui explique la relation privilégiée que l'Administration tâche de nouer avec les administrés dans les secteurs sensibles de l'éducation, de la police ou du social. Dès lors, le jeu de mots du titre est double :

il ne s'agit pas simplement de décrire la gestion administrative du citoyen, mais également de montrer en quoi cette administration est celle du citoyen qu'elle doit servir.

Michel WIEVIORKA

### **La Différence**

[Balland, coll. « Voix et regards », 2001, 201 p., 14,94 €, ISBN: 2-7158-1334-1.]

- L'ouvrage fait le point sur une réflexion que l'auteur a entamée dans les années 1980 sur la poussée des identités culturelles, les réponses qui lui sont apportées, les débats et les craintes qu'elle suscite. Michel Wiewiorka entend dépasser l'affrontement purement idéologique et contre-productif qui résulte de la bipolarisation artificielle entre république et démocratie, entre universalisme et particularismes. La réévaluation de la citoyenneté passe par la reconnaissance des différences culturelles et donc de nouveaux droits, sans oublier la prise en charge des inégalités et de l'injustice sociale. L'auteur dépasse certaines dichotomies traditionnelles : l'identité collective, l'individu moderne et le sujet constituent la figure incontournable d'un équilibre délicat du « triangle de la différence ».

## RISQUES ET LIMITES

Étienne BALIBAR

### Les Frontières de la démocratie

[La Découverte, coll. « Cahiers libres », 1992, 268 p., 20,48 €, ISBN : 2-7071-2105-3.]

- L'auteur a rassemblé des textes de la période 1981-1991 sur ses conceptions de la démocratie, de la citoyenneté et de l'immigration. Il pense la transition historique en cours comme une profonde tension, où le mort saisit le vif s'il n'y a approfondissement et élargissement des droits démocratiques, comme l'attribution du suffrage universel aux immigrés, l'extension des droits civiques et sociaux, les avancées indéfectiblement liées de l'égalité et de la liberté. Cette philosophie politique s'inscrit dans les réalités politiques et sociales de la période, dans ce moment singulier d'effondrement du communisme, de montée de l'exclusion, du racisme et des nationalismes. La pensée d'Étienne Balibar, exclu du PCF à la suite de l'article qui ouvre l'ouvrage mais fidèle à la méthode marxiste, est en perpétuel mouvement. À la recherche des limites de la démocratie, il rejoint Claude Lefort, pour qui « l'État démocratique excède les limites traditionnellement assignées à l'État de droit », formule sa proposition d'« égaliberté », soutient qu'il ne peut y avoir de droits de l'homme si on oublie le citoyen et en appelle à une véritable citoyenneté européenne.

Pascal BRUCKNER

### La Tentation de l'innocence

[Grasset, 1995 ; rééd., Le Livre de poche, 2002, 5 €, ISBN : 2-253-13927-0.]

- L'individu des sociétés démocratiques modernes a la maladie de l'innocence. Écrasé par sa liberté, il s'empresse de l'oublier en se réfugiant dans l'infantilisme, qui transfère à l'adulte les priviléges de l'enfant. Au moment où ses responsabilités n'ont jamais été aussi grandes, l'homme démocratique occidental verse dans le dolorisme et la victimisation. La « concurrence victimaire » identifie toutes les misères à secourir, et la soif de persécution des privilégiés simule l'infortune, usurpant la place des déshérités. Mais la liberté ne saurait se nourrir du sentiment de la dette et de la démission. Elle exige le contrepoids de l'obligation de répondre de ses actes et le sens de l'héritage collectif et de ses valeurs.

Régis DEBRAY

### L'État séducteur. Les révolutions médiologiques du pouvoir

[Gallimard, 1993 ; rééd., coll. « Folio essais », 1997, 208 p., 6 €, ISBN : 2-0704030-7.]

- En regard de la logosphère, époque des hérauts, des prédateurs et du souverain de droit divin, et de la graphosphère, où l'État se fait éducateur au nom de la Raison, la vidéosphère éloigne le pouvoir de ses assises symboliques et nous fait entrer dans la « civilisation de l'indiciel ». Le « télétat » est le dernier avatar de l'État devenu séducteur, qui cherche moins à convaincre

qu'à suivre les médias qui gouvernent l'opinion. La communication est elle-même son propre objet, et l'État publicitaire est devenu appareil idéologique du marché médiatique. Se devant d'être sympathique, culturel, humanitaire, écologique, proche du vécu, l'État joue et se joue du narcissisme de la société – en oubliant ses devoirs de veille et de prévision. Si l'âge de l'image n'efface pas l'écrit et l'oralité, il les instrumentalise dans sa hiérarchisation des divers modes de transmission. Régis Debray pense la nature du pouvoir et les formes de gouvernement à travers l'étude de leurs médiations matérielles. L'État, les gouvernants et leurs pratiques politiques sont ainsi passés au crible de la médiologie.

**Jean-Pierre DUPUY**  
**Avions-nous oublié le mal ?**  
**Penser la politique**  
**après le 11 septembre**

[Bayard, coll. « Le temps d'une question », 2002, 185 p., 11 €, ISBN: 2-227-47044-5.]

- L'événement du 11 septembre 2001 est le déclencheur qui autorise à remettre en cause les certitudes concernant le fonctionnement de la démocratie et l'essence des communautés politiques. Le philosophe Jean-Pierre Dupuy renvoie dos à dos rationalistes et utilitaristes, la philosophie politique et la sociologie critique, les penseurs de l'individualisme libéral et ceux de la disparition du sujet. À trop vouloir ramener l'action politique à la raison et au calcul, ils ont oublié que les hommes sont capables d'agir

à l'encontre de leurs intérêts. On est ainsi dans l'incapacité de comprendre la logique du terrorisme. Il faudrait alors se tourner vers une anthropologie de la violence et du mal. La solution consisterait-elle à considérer l'homme comme une machine ? La compréhension des paradoxes de la démocratie aurait, étrangement, beaucoup à gagner de l'apport des sciences cognitives. Et si c'était en traitant l'esprit humain comme une machine que l'homme pouvait échapper au tragique de sa condition ?

**Michel FOUCAULT**  
**« Il faut défendre la société ».**  
**Cours au Collège de France**  
**(1975-1976)**

[Gallimard/Éditions du Seuil, coll. « Hautes études », 1997, 294 p., 21,34 €, ISBN: 2-02-023169-7.]

- « Il faut défendre la société » contre ses ennemis : le discours de la guerre et celui de la lutte des races montrent mieux la nature du pouvoir que la doctrine idéaliste du droit naturel fondée sur la souveraineté, la raison et la loi. La politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Contre la philosophie des Lumières, un discours historico-politique a fait de la guerre le fonds permanent de toutes les institutions de pouvoir. Il peut servir de fil conducteur pour comprendre la généalogie d'une nouvelle forme de pouvoir conçu sur le modèle de la lutte, de la stratégie et de la résistance. Le savoir/pouvoir de l'État moderne exerce son pouvoir de vie et de mort sous la double forme de technologies de contrôle

... disciplinaire des corps, qui façonnent des sujets, et d'un bio pouvoir qui pratique, sur toute une population, une politique de l'espèce. Hygiénisme, eugénisme, colonisation, contrôle de la maladie et des naissances : les racismes d'État du XX<sup>e</sup> siècle, nazisme et stalinisme, n'auront été que la figure extrême de cette biopolitique.

Marcel GAUCHET

**La Démocratie contre elle-même**

[Gallimard, coll. «Tel», 2002, 385 p., 10,50 €, ISBN: 2-07-0764387-0.]

- L'ouvrage est un recueil d'articles parus dans la revue *Le Débat* entre 1980 et 2001. L'axe majeur de la réflexion est inscrit dans le titre : la démocratie est désormais, après sa victoire sur les régimes totalitaires, son plus redoutable adversaire. Devenue idéologie unique et substitut du lien politique, la religion des droits de l'homme menace le vivre-ensemble ; le narcissisme joue contre la communauté des citoyens. Le malaise de la civilisation s'enracine dans l'affaissement des institutions, telle la privatisation de la famille et ses répercussions sur l'école ; le sentiment de dépossession de l'avenir se nourrit de la crise de l'État providence ; la pacification démocratique et l'éclipse de la lutte des classes accentuent la désertion civique. L'auteur entrevoit un possible retour de l'historicité dans la perspective de la fédération des nations européennes.

Jean-Pierre LE GOFF

**La Démocratie post-totalitaire**

[La Découverte / Syros, coll. «Cahiers libres», 2002, 208 p., 14,50 €, ISBN : 2-7071-3618-2.]

- Sociologue et philosophe, l'auteur dresse l'état des sociétés démocratiques, en se démarquant d'une part des analyses psychologiques, d'autre part de celles, trop économistes, qui pensent en termes de dictature des marchés ; ce sont d'ailleurs celles-ci qui dominent dans les courants altermondialistes. Pour rendre compte du malaise contemporain, il privilégie une explication culturelle et politique, et il critique l'analyse en termes de totalitarisme économique. Si on peut montrer, en reprenant les analyses d'Hannah Arendt et de Claude Lefort, que des traits nous rapprochent des sociétés totalitaires, d'autres nous en éloignent fondamentalement. L'idéologie post totalitaire, dont Jean-Pierre Le Goff retrace la genèse depuis l'esprit de Mai 68, nourrit la «barbarie douce» dont il a traité dans un précédent ouvrage. Cette idéologie délie les individus, flatte leur narcissisme et nourrit le besoin de reconnaissance. Mais ce culte ultradémocratique du sujet libre et responsable sert le libéralisme dans son asservissement des individus, au nom même de l'autonomie. Affronter le présent réclame la prise de recul, l'inscription dans l'histoire, le projet et l'implication du citoyen.

Gérard MENDEL

**Pourquoi la démocratie est en panne. Construire la démocratie participative**

[La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2003, 235 p., 17 €, ISBN : 2-7071-4101-1.]

- La démarche de l'auteur, fondateur de la socio-psychanalyse, est contenue dans le titre de l'ouvrage : établir un diagnostic, proposer une voie de dépassement de la crise de la démocratie. La panne de la démocratie représentative, dont le 21 avril 2002 fut le point d'orgue, invite à repenser la notion de pouvoir et à en renouveler les pratiques à travers la démocratie participative pour passer de l'individu de masse à l'individu social et instaurer un fonctionnement politique non délégitatif et non hiérarchique.

Au déclin de la société patriarcale doit répondre un autre mode de vie sociale fondé sur l'autonomie des individus et des groupes. Pour cela, il faut donner aux acteurs, tant individuels que collectifs, le pouvoir d'agir et d'acquérir du pouvoir sur leurs actes : d'où l'usage du concept central d'« actepouvoir ». Loin d'être une pure construction théorique, l'ouvrage rend compte d'un travail de terrain réalisé dans diverses organisations : groupes politiques et syndicaux, entreprises, écoles. Réussites et échecs des expériences conduites signalent les possibles et les obstacles.

Pascal PERRINEAU (dir.)

**Le Désenchantement démocratique**

[L'Aube, coll. « Monde en cours », 2003, 312 p., 25 €, ISBN : 2-87678-848-9.]

- L'ouvrage, introduit et dirigé par Pascal Perrineau, rassemble une quinzaine de contributions issues d'un colloque du Centre d'études de la vie politique française. Il s'ordonne autour d'un questionnement sur la crise de la démocratie, qui touche la représentation politique et l'engagement du citoyen. Ces politistes montrent, en prenant appui sur leurs travaux, l'état du lien du citoyen à la démocratie et les évolutions qui se dessinent. Certaines contributions abordent des questions nouvelles, dont celle de démocratie électronique. Le maître mot est celui de mouvement, d'une part des citoyens vers la démocratie dans la vie politique et les partis, d'autre part de la démocratie elle-même. Signalons, dans la première partie, quatre contributions sur des valeurs et des principes démocratiques... en mouvement, dont le contenu s'appuie sur une réflexion théorique stimulante. La frontière entre philosophie politique et science politique y apparaît alors très ténue.

Marc SADOUN (dir.)

**La Démocratie en France.**

**1-Idéologies**

[Gallimard, coll. «NRF essais», 2000, 469 p., 25,15 €, ISBN: 2-07-074066-8.]

**La Démocratie en France.**

**2-Limites**

[Gallimard, coll. «NRF essais», 2000, 570 p., 28,20 €, ISBN: 2-07-074067-6.]

- Ces deux volumes analysent les aspects fondamentaux de la démocratie française sous deux angles: ses idéologies et ses limites. Comparant la démocratie française à celle des États-Unis, les auteurs soulignent le désir d'universalisme qui caractérise la première et qui met en concurrence la république et le sacré. Cette transformation de l'individu en citoyen laïque a deux conséquences. Sur le plan politique, elle conduit à une suprématie du Parlement chargé de le représenter; sur le plan culturel, l'influence kantienne conduit à une intégration républicaine d'essence individualiste. Mais ce schéma est évolutif et connaît des aménagements. Par nécessité, la III<sup>e</sup> République fut amenée à reconnaître les corps intermédiaires (associations, syndicats) et la V<sup>e</sup> République renforcera le pouvoir de l'exécutif. De même, l'infiltration du droit dans la famille n'aboutit que tardivement à l'égalité dans le couple, et l'égalité des citoyens est trompeuse pour les populations colonisées, que l'État doit avant tout «éduquer», leur réservant alors un statut de seconde zone. La synthèse républicaine, cherchant à régénérer l'homme, connaît alors ses limites, ou des aboutissements douteux, comme le régime de Vichy.

Elle assure néanmoins la rencontre avec l'Autre sur des bases idéologiques que l'expérience continue de perfectionner.

Dominique SCHNAPPER

**La Démocratie providentielle.**

**Essai sur l'égalité contemporaine**

[Gallimard, coll. «NRF essais», 2002, 325 p., 19,89 €, ISBN: 2-07-076502-4.]

- Le type idéal de la «démocratie providentielle» permet de comprendre la nature des changements qui affectent les sociétés modernes quand le processus de démocratisation étend toujours davantage l'exigence d'égalité: ambition de repousser les limites de l'universalité des droits politiques, revendication de droits sociaux, puis culturels, sportifs et même identitaires. Comment alors maintenir le lien social dans des sociétés fondées sur la souveraineté de l'individu? La frontière se brouille entre la sphère privée et la sphère publique, entre le social et le politique. Que devient la république représentative quand l'individu égoïste ne reconnaît plus d'autorité même émanant de lui? L'affaiblissement de toute transcendance interdit tout projet collectif; l'État d'intervention distribuant les ressources ne risque-t-il pas de rendre incompréhensible l'abstraction de la politique? On peut se demander si la démocratie providentielle sera capable d'intégrer des individus de l'âge démocratique dans la nécessaire construction d'une Europe politique et de protéger ses valeurs contre les nouveaux risques qui menacent les sociétés démocratiques.

## NOUVEAUX ENJEUX

François DAGOGNET

**Une nouvelle morale.**

**Famille, travail, nation**

[Institut Synthélabo, coll. « Les empêcheurs de penser en rond », 1998, 242 p., 12,81 €, ISBN : 2-84324-063-8.]

- La procréation à l'heure des biotechnologies, le divorce et la famille recomposée, la répartition et l'organisation du travail, la propriété et la transmission de l'héritage, l'accès à la nationalité, le droit de vote et la construction d'une unité politique supranationale : ce sont quelques-uns des problèmes de morale concrète qu'énumère François Dagognet. Il y apporte des réponses personnelles et parfois dérangeantes, éclairées par une réflexion critique sur les fondements traditionnels de la morale. Se réclamant d'un matérialisme rationnel et d'une épistémologie de l'application des principes aux données de l'expérience, il élabore pour l'homme de notre temps une morale qui se veut scientifique. Chacune de ses positions est justifiée par un petit nombre de principes, éloignés autant des fondements abstraits des morales philosophiques que du pragmatisme du droit : le refus du naturalisme, la technophilie, le souci de l'effectivité et de la productivité, la valeur du lien interhumain, le primat de la communauté sur l'individu.

Mireille DELMAS-MARTY

**Trois Défis pour un droit mondial**

[Éditions du Seuil, coll. « Essais », 1998, 201 p., 18,75 €, ISBN : 2-02-032527-6.]

- Poursuivant sa recherche sur l'apparition d'un droit commun à l'humanité, l'auteur présente ici le dernier stade de sa réflexion, relative notamment aux obstacles à la diffusion d'un tel droit, fondé avant tout sur les droits de l'homme. L'ouvrage s'articule autour de trois questions : la mondialisation du droit est-elle possible en pratique ? est-elle raisonnable juridiquement parlant ? et même l'est-elle d'un point de vue éthique ? Au-delà de tout idéalisme et après avoir précisé la définition de mots ambigus tels que mondialisation, universalisation, internationalisation ou globalisation, l'auteur analyse ainsi la tension entre l'uniformisation planétaire et la montée des particularismes, ou entre l'économie et le droit, et notamment l'opposition illusoire entre droits civils et politiques et droits économiques et sociaux. Sont repensés les problèmes posés par la nouvelle biologie, par l'affaiblissement du pouvoir normatif face aux économies privées. Et Mireille Delmas-Marty ne désespère pas, rappelant la montée en puissance du juge ou de grands blocs juridiques comme l'Europe, de mettre le citoyen au cœur de ces problématiques. Encore faudrait-il qu'existent des institutions mondiales lui octroyant cette qualité.

Jean-Pierre DUPUY

**Pour un catastrophisme éclairé.  
Quand l'impossible est certain**

[Éditions du Seuil, coll. « La couleur des idées », 2002, 224 p., 19 €, ISBN : 2-02-053897-0.]

• Quelle idée devons-nous nous faire de l'avenir pour que le pire ne se produise pas ? Jean-Pierre Dupuy démonte les contradictions logiques et les paradoxes métaphysiques posés par l'idée de prévention et le principe de précaution, quand l'avenir décide après coup — trop tard — de ce qui était possible. Deux figures du prophète du malheur, le Jonas biblique et le philosophe Jonas de l'heuristique de la peur, éclairent l'idée qu'un futur fatal devient impossible dès lors que sa prédiction agit en retour sur les causes qui auraient entraîné sans cela sa réalisation. Mais la logique de la dissuasion échoue parce que, même si nous savons que la catastrophe est possible, nous ne le croyons pas. Le catastrophisme éclairé ou rationnel nous propose alors de considérer le pire comme suffisamment crédible pour déclencher les actions qui l'empêcheraient de se réaliser, à un accident près. L'humanité doit ruser en se représentant sa propre impuissance pour se condamner à une vigilance permanente afin que l'inéluctable n'ait pas lieu.

Luc FERRY

**Le Nouvel Ordre écologique.  
L'arbre, l'animal et l'homme**

[Grasset, 1992, 275 p., 17,60 €, ISBN : 2-246-46811-6.]

• L'homme est-il seul sujet de droit, ou bien l'animal et la nature ont-ils des droits ? L'écosphère peut-elle être conçue comme univers harmonieux dans lequel l'homme ne mettrait que désordre ? L'« écologie profonde » refuse l'anthropocentrisme : biocentriste, elle va plus loin que l'écologie environnementale. Elle développe sa haine de l'humanisme et de la modernité, surtout dans le monde anglo-saxon, mais elle est née dans la législation de l'Allemagne nazie. La question du statut de l'animal et des « droits de la nature » exige une critique de cet anthropomorphisme qui érige la nature en source des valeurs, et la conscience des enjeux de ce nouvel ordre moral. Pour autant, la pensée démocratique ne saurait faire l'économie d'une réflexion sur les différentes conceptions de la culture et la nécessité de dépasser l'humanisme métaphysique. La culture doit-elle être conçue comme arrachement, enracinement ou consommation ? Sans doute faut-il articuler les trois, mais on ne peut renoncer à l'idée que l'homme est le seul être capable de cet arrachement qui permet de définir le droit et de construire ce nouveau rapport à la nature.

Alain FINKIELKRAUT

**La Mémoire vaine.**

**Du crime contre l'humanité**

[Gallimard, coll. «NRF essais», 1989, 125 p., 9,45 €, ISBN: 2-07-071550-7.]

• Par le procès Barbie de 1987, le citoyen a demandé des comptes à ses bourreaux. Faisant sortir le passé de l'oubli, il a jugé et condamné ceux qui avaient pu dénier ses droits. Mais la vérité est plus complexe. Car le citoyen d'aujourd'hui n'est pas celui d'hier, et le tortionnaire d'alors était aussi un citoyen obéissant aux ordres qu'on lui donnait. Confronté à l'immonde dans le monde, l'auteur jette un regard triste sur cette part d'inhumanité en l'homme contre laquelle toute société doit se prémunir. La notion de «crime contre l'humanité» ne saurait être confondue avec celle de «crime de guerre» et sa définition provient bien plus du témoignage émouvant des victimes que du savoir juridique des autorités, qui reste à préciser. La défense du tortionnaire par des avocats se réclamant du tiers-monde, en rangeant l'accusé du côté de toutes les victimes de la colonisation et du racisme, contribuait à détruire l'idée même d'Homme; leur critique de l'ethnocentrisme de «l'Europe judéo-blanche» transformait paradoxalement ces victimes dont on avait nié l'humanité en symboles de l'impérialisme, et en obstacles à la réalisation de l'humanité. Non, le procès de Lyon ne fut pas celui de Nuremberg et la mémoire qu'il a ravivée, instrumentalisée par les idéologies du présent et le sensationnel de l'événement médiatique, fut une mémoire vaine.

Antoine GARAPON

**Le Gardien des promesses.**

**Justice et démocratie**

[Odile Jacob, 1996, 281 p., 22,87 €, ISBN: 2-7381-0364-2.]

- La justice en France est un pouvoir fragile. Soumise traditionnellement à de nombreuses critiques, elle semble pourtant aujourd'hui prendre sa revanche, et nul homme politique ou haut fonctionnaire ne peut se croire à l'abri de ses procès. Mais cette soudaine inflation des affaires est peut-être plus inquiétante que réjouissante. Car, si elle met fin à l'immunité des dirigeants et ouvre la voie à un État de droit, à une République du juste, elle ouvre aussi la porte à la médiatisation excessive des jugements et à la pénalisation de toute action publique, transformant le citoyen en victime quêtant une réparation. Une réelle démocratie «juridique», qui sortirait du carcan jacobin sans tomber dans le despotisme du juge, ne doit donc pas saper les bases de l'autorité tout en jugeant les pouvoirs. L'auteur propose alors plusieurs pistes, de la réhabilitation médiatique du droit et des lieux du procès à l'invention de nouvelles peines mieux adaptées aux délits, de la promotion de formes inédites du débat judiciaire à l'encadrement des juges eux-mêmes, afin que juges et citoyens tiennent ensemble la promesse de la démocratie.

Albert JACQUARD

**Science et Citoyenneté**

[Pleins Feux, coll. «Lundis philo», 2002, 59 p., 8 €, ISBN : 2-912567-27-0.]

- Albert Jacquard n'est pas qu'un scientifique capable de vulgariser la science avec talent. «Toute une société est à reconstruire», affirme-t-il. Du point de vue de la science, le regard porté sur la société peut être édifiant. Car, si l'homme n'est somme toute qu'un «objet» avec de l'ADN et doit par là se considérer comme «frère» de tous les autres «objets» qui l'entourent, cette caractéristique est essentielle. De plus, un individu ne dit «je» que parce qu'on lui a dit «tu». Aussi, le propre de la société humaine est d'être une rencontre, porteuse de richesse et de complexité. Cette complexité doit être appréciée aujourd'hui avec un autre regard, à l'heure où l'autodestruction de l'humanité menace. Abandonner la culture de la compétition, instaurer un gouvernement mondial pour encadrer la recherche de profits des grandes entreprises, écrire une nouvelle déclaration universelle des droits de l'homme éclairée par la lucidité des scientifiques, étendre le concept de patrimoine de l'humanité, mondialiser l'éducation et la santé, sont autant de pistes que propose ce militant du Droit au logement.

Jean-Noël JEANNENEY

**Le Passé dans le prétoire.**

**L'historien, le juge et le journaliste**

[Éditions du Seuil, coll. «Essais», 1998, 166 p., 14,10 €, ISBN : 2-02-034543-9.]

- L'État qui transforme l'individu en citoyen doit lui assurer le respect des droits qu'il lui accorde — et, en premier lieu, les droits de l'homme. Mais l'État actuel peut-il garantir la protection de droits et sanctionner leur non-respect pour des faits antérieurs à son avènement? Pour François Mitterrand, la République française n'était pas responsable des crimes commis par Vichy, constat que partage l'auteur. Son successeur à la présidence, Jacques Chirac, a, au contraire, reconnu le 16 juillet 1995 la faute collective de la France et a présenté des excuses pour ces exactions. C'est à l'occasion du procès de Maurice Papon, fonctionnaire de Vichy responsable de déportations, que la question a pris une autre tournure. Dans ce cadre se sont rencontrées trois figures appelées à éclairer la conscience du citoyen : le juge, l'historien expert et le journaliste chargé de retranscrire pour le grand public et d'alimenter le débat. Analysant les alliances, les oppositions, les revirements, les pouvoirs et les limites des uns et des autres dans ce procès, Jean-Noël Jeanneney rappelle d'autres cas exemplaires (affaire Dreyfus par exemple) où l'histoire convoquée par la justice devient un enjeu crucial dans la construction de l'identité nationale collective et la définition du (bon) citoyen.

Bruno LATOUR

**Politiques de la nature.  
Comment faire entrer les sciences  
en démocratie**

[La Découverte, coll. « Armillaire », 1999 ; rééd., coll. « Poches sciences humaines », 2004, 382 p., 12 €, ISBN : 2-7071-4219-0.]

- Comment faire entrer les sciences en politique ? Il faut d'abord renoncer à l'ancien régime de séparation entre l'ordre des faits et l'ordre des valeurs, les objets et les sujets, en finir avec la conception de l'unité d'une nature surplombant la pluralité des cultures humaines. En érigent la nature en modèle de l'organisation publique, on ruine la politique. Contre l'écologisme et la *Naturpolitik*, il faut penser la politique sans la nature. Bruno Latour invente le vocabulaire et les formes de cette nouvelle écologie politique où toutes les sciences concourraient, avec les formes de l'activité politique, à la construction toujours renouvelée d'un bon monde commun. L'expérience collective composerait progressivement les associations entre humains et non-humains constituant le collectif, qui ne serait plus société, et redéfinirait sans cesse ses frontières, son extériorité, qui ne serait plus nature. Cette cosmopolitique bouleverserait les clivages politiques traditionnels et les représentations habituelles de la liberté, de l'égalité, de la fraternité.

Pierre LÉVY

**Cyberdémocratie.  
Essai de philosophie politique**

[Odile Jacob, 2002, 290 p., 24 €,

ISBN : 2-7381-1053-5.]

- Pierre Lévy poursuit sa réflexion sur l'intelligence collective par l'analyse de ses effets politiques. L'interconnexion généralisée produit des formes nouvelles de liberté d'expression, construit un espace public à l'échelle planétaire et renouvelle l'exercice de la démocratie : contrôle des gouvernants, consultations en temps réel, responsabilité collective. Par-delà l'exaltation de la démocratie directe, le livre ose l'utopie d'une nouvelle forme de gouvernance mondiale. Quand la technique et l'économie deviennent globales, la loi et la justice ne peuvent rester locales : un esprit géant constitué de l'ensemble des liens hypertextes, s'exprimant par vote électronique, élaborerait un droit mondial soumis à la discussion. Un État transparent assurerait la gouvernance de cet espace mondial, assurant les régulations nécessaires et réalisant les idéaux collectifs, sans abolir la pluralité culturelle de communautés territoriales ou déterritorialisées. En fournissant un grand nombre d'adresses électroniques, le livre prétend participer à cette culture de l'information généralisée et à la construction en marche d'un espace cyberdémocratique.

Olivier MONGIN

**L'après 1989. Les nouveaux langages du politique**

[Hachette Littératures,  
coll. « Forum », 1998, 264 p., 14,94 €,  
ISBN : 2-01-23-5419-X.]

• La chute du mur de Berlin en 1989 a-t-elle fait tomber toutes les barrières ? Si cet événement a relancé l'espérance et le rêve démocratique, s'il a pu faire croire que les peuples pouvaient avoir raison des États, Olivier Mongin rappelle que le monde n'a jamais été aussi politique que depuis 1989. L'État joue donc toujours un rôle clef. Pourtant, miné par l'individualisme et les intérêts économiques, il ne peut se perpétuer avec de vieilles recettes. Le réformisme autoritaire et la seule rhétorique du discours ne contrôlent plus les échecs de l'intégration provenant de l'exclusion par le travail et par la géographie, et ils ne peuvent plus s'opposer à l'émancipation des médias ou des juges. Pour éviter de revenir alors à un État purement sécuritaire, le politique est appelé à trouver un nouveau langage, d'autres moyens de socialisation. L'État et la république doivent assumer ces transformations en acceptant de mettre le citoyen au cœur de cette recomposition. Ce qui implique une nouvelle morale empruntant à un libéralisme individuel, politique et économique revisité, à de nouvelles territorialisations porteuses de sens et surtout à la réaffirmation d'un *Homo democraticus* actif.

Pierre-André TAGUIEFF

**L'Effacement de l'avenir**

[Galilée, 2000, 480 p., 38,11 €,  
ISBN : 2-7186-0498-0.]

• Après avoir fait l'histoire de l'idée de progrès, l'auteur analyse les effets de la disparition de cette utopie sur la vie démocratique, mais aussi sur l'émergence d'un nouveau tribalisme et du nationalisme ethnique. La disparition du mythe du progrès met fin à l'optimisme historique, laisse place à la préférence pour le présent, produit la dépréciation du futur. De nouvelles élites mondialisées nourrissent ces processus. L'économie est « court-termiste » ; la politique se veut pragmatique et prône la simple adaptation au « bazar global » de la mondialisation ; l'individu, happé par un temps sans avenir, est en proie aux dépressions. Pour autant, il n'y a pas effacement de tout avenir. Le futur est désormais « possibilisé » : il dépend de l'exercice même de la citoyenneté, du principe civique de l'action, au sens où l'entendait Hannah Arendt. Rejetant l'utopisme révolutionnaire et l'illusion multicommunautaire, l'auteur en appelle au républicanisme civique, qui est l'alternative à l'individualisme libéral.

Paul VIRILIO

### **La Bombe informatique**

[Galilée, coll. « L'espace critique », 1998, 170 p., 25,80 €, ISBN : 2-7186-0507-3.]

• La globalisation de l'information constitue le phénomène majeur de la fin du xx<sup>e</sup> siècle. L'avènement du cybermonde, véritable tour de Babel, annonce la déréalisation de l'espace et du temps, la disparition de la subjectivité et de la vérité. Le voyeurisme généralisé de la transmission instantanée des images donne l'illusion de la transparence des apparences, quand la vitesse de l'information remplace le contenu du savoir. Paul Virilio poursuit sa critique radicale du cybermonde, dont les risques politiques ne sont pas les moindres. L'interactivité généralisée n'est pas la démocratie directe, mais un dressage de l'opinion, remplaçant la délibération par la globalisation de l'imaginaire collectif. Comment ne pas y voir une forme nouvelle de totalitarisme, un colonialisme cybernétique où la menace d'un accident général devient l'alibi d'un contrôle cybernétique généralisé ? La bombe informatique, ce n'est plus alors seulement le risque majeur d'un krach technologique et économique à l'échelle de la planète, mais la catastrophe eugéniste annoncée qu'une communauté transpolitique de savants fait peser sur l'avenir de l'homme.

## **UNE CITOYENNETÉ OUVERTE : L'EUROPE ET LE MONDE**

Étienne BALIBAR

### **Nous, citoyens d'Europe.**

### **Les frontières, l'État, le peuple**

[La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2001, 323 p., 20,58 €, ISBN : 2-7071-3460-0.]

• Cet ouvrage prolonge *Les Frontières de la démocratie*, paru en 1992. Il rassemble divers textes sur le thème de la citoyenneté européenne. Si la constitution de l'État-nation fut un réducteur de complexité, celle du nouvel espace politique européen contraint au dépassement des vieux schémas, telle l'opposition entre souverainisme et fédéralisme, et appelle à repenser une citoyenneté qui cesse d'être définie par la seule identité nationale pour devenir celle, imparfaite, d'une communauté de sort. Cette communauté de sort se construit à différents niveaux, du local au global. La citoyenneté européenne ne peut se construire sans progression des droits civiques, démocratisation de l'espace judiciaire et renforcement de la citoyenneté sociale. La démocratisation des frontières doit s'opérer aussi à l'intérieur même de l'Europe pour qu'il n'y ait pas d'« apartheid pour les sans-État » : le « droit aux droits » doit englober l'immigré extra communautaire. Ce sont là des conditions de la civilité, c'est-à-dire du dépassement des rapports de violence.

Philippe ENGELHARD

**L'Homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?**

[Arléa, 1996, 569 p., 36,59 €, ISBN : 2-86959-310-4.]

- Plus de vingt ans de travail de terrain dans une ONG ont forgé chez l'auteur une vision, à la fois proche des réalités et distanciée de la marche du monde. Il nous livre une analyse des grandes tendances à l'œuvre à la fin du xx<sup>e</sup> siècle. Ainsi, il expose très pédagogiquement la généalogie et la logique économique et financière du libéralisme et la mise en cause de l'État providence et de la nation. Il dresse un vaste tableau de l'état du monde, fait le point de la crise de la modernité, montrant les effets de la mondialisation dans les champs politique, culturel et social. L'ouvrage entend prôner la réhabilitation de la raison politique autour de la notion de bien commun, avancer l'utilité, pour un nouvel art de vivre ensemble, de l'adoption du principe de variété. Si la partie de l'ouvrage portant sur le triomphe de l'économique et du financier est claire, elle présente néanmoins des analyses connues. La deuxième partie (déclin du politique, du social et du culturel) et la troisième (reconstruction de la société) constituent en revanche un apport original à la compréhension du monde et à la réhabilitation du politique.

Jean-Marc FERRY

**La Question de l'État européen**

[Gallimard, coll. « NRF essais », 2000, 322 p., 19,66 €, ISBN : 2-07-073066-2.]

- Alors que l'Union européenne est dans l'attente d'un traité imminent instaurant sa Constitution, Jean-Marc Ferry, par une relecture critique des classiques, traite la question de la construction d'un État nouveau. À la suite du « patriotisme constitutionnel » proposé par Habermas, l'auteur réfute la construction d'une communauté postnationale communautariste ou utilitariste, facteur d'exclusions injustifiées ou de lien politique trop faible. Seul le critère juridique est à même de fonder cet État européen postmoderne, consacrant l'unité sociale et politique autour des droits fondamentaux. Cette constitution politique doit alors relier plus visiblement souveraineté et démocratie et organiser ainsi les institutions ou les transferts de compétences, en donnant par exemple un cadre institutionnel à l'espace public médiatique européen. La constitution sociale qui l'accompagne doit, quant à elle, consacrer de nouveaux droits, comme celui d'un « revenu de citoyenneté » écartant l'angoisse de la précarité. Dès lors, ce projet européen pourrait avec raison préfigurer l'avènement d'un « *jus cosmopolitanum* » nouveau, permettant une vie collective pacifiée à l'échelle mondiale.

Jean-Claude GUILLEBAUD  
**La Refondation du monde**

[Éditions du Seuil, coll. « Essais », 1999 ; rééd., coll. « Points », 2000, 486 p., 7,50 €, ISBN : 2-02-41947-5.]

• Pourquoi refonder le monde ?

Les questions fondatrices, « terre ferme » de la pensée occidentale, se sont perdues dans la démocratie d'opinion qui règne depuis la fin des philo-sophies, des idéologies et des utopies. Au terme du xx<sup>e</sup> siècle s'imposent un « inventaire après naufrage » et une analyse de la « fin de l'Histoire », cette nouvelle « ruse de l'Histoire ». Les fondements de la culture occidentale ont été ébranlés : à une vision progressiste du temps succède un évanouissement du futur ; à l'idéal d'égalité, un « projet » inégalitaire ; la raison est « arraissée » ; le mondial se substitue à l'universel ; et le « moi » prend le pas sur le « nous » ; enfin, on assiste au retour du sacrifice et de la vengeance. Les questions essentielles sont désormais : comment rebâtir un nouvel humanisme ? et que faire du judéo-christianisme ? Jean-Claude Guillebaud examine les ouvertures possibles mais limitées dessinées par la cybiculture et le droit mondial. Un essai qui développe une critique stimulante de la crise contemporaine de la pensée, de la politique et de la morale.

Jean-Luc NANCY

**La Création du monde.  
Ou la mondialisation**

[Galilée, coll. « La philosophie en effet », 2002, 194 p., 23,80 €, ISBN : 2-7186-0579-0.]

• La mondialisation, c'est ce moment

de l'histoire de l'Occident où le monde prend conscience qu'il ne se rapporte à aucun autre, ni comme principe, ni comme fin. Par la globalisation géopolitique, économique, technocratique et l'accumulation capitaliste des richesses, le monde peut perdre sa capacité à faire monde, devenir immonde.

Mais la mondialité peut aussi être la condition de la production d'un monde comme totalité de sens, comme autoproduction de l'homme mondial par lui-même, avènement de la liberté de l'homme délivré des barrières du local, création d'une exigence infinie de justice.

Le livre s'efforce de penser cette idée de création *ex nihilo*, d'auto-engendrement, ce processus d'institution infinie du sens, à partir de différentes perspectives : la question de la finalité de la nature et de la vie, la naissance de la philosophie, la nature de la souveraineté et sa différence avec l'empire.

Étienne TASSIN

**Un monde commun. Pour une cosmo-politique des conflits**

[Éditions du Seuil, coll. « La couleur des idées », 2003, 320 p., 22 €, ISBN : 2-02-062156-8.]

• Le monde, c'est l'espace des relations entre les hommes par lequel ils donnent sens à leur être en commun comme à leurs différences. Ni la globalisation économique ni la construction cosmopolitique d'un droit mondial ne fait monde, en ce sens. Elles sont plutôt acosmiques : elles détruisent le monde, comme la violence armée des conflits et le repli communautaire. Les concepts d'Hannah Arendt permettent de penser la spécificité de l'horizon du XXI<sup>e</sup> siècle : voici venu le temps de la construction d'un monde commun. Mais il ne peut se construire que par la vie politique, par l'action des citoyens dans un espace public particulier, où peut s'établir une certaine relation avec l'étranger. À condition de refuser à la fois l'hégémonisme d'une culture mondiale et le communautarisme. Le véritable souci « cosmopolitique » n'est pas seulement la préservation du patrimoine planétaire, mais aussi la préservation de rapports à l'autre, toujours étranger, et la naissance d'un monde commun dans l'action, même conflictuelle, c'est-à-dire la politique, dont le sens est la liberté.

---

# INDEX

## A

AGACINSKI Sylviane	<b>Politique des sexes</b>	26
AMSELLE Jean-Loup	<b>Vers un multiculturalisme français.</b>	36
	<b>L'empire de la coutume</b>	
ANTOINE Agnès	<b>L'Impensé de la démocratie.</b>	13
	<b>Tocqueville, la citoyenneté et la religion</b>	

## B

BADIE Bertrand et PERRINEAU Pascal	<b>Le Citoyen. Mélanges offerts à Alain Lancelot</b>	22
BAECHLER Jean	<b>Démocraties</b>	13
BALIBAR Étienne	<b>Droit de cité</b>	30
BALIBAR Étienne	<b>Les Frontières de la démocratie</b>	42
BALIBAR Étienne	<b>Nous, citoyens d'Europe.</b>	53
	<b>Les frontières, l'État, le peuple</b>	
BARTHÉLEMY Martine	<b>Associations: un nouvel âge de la participation ?</b>	26
BAUBÉROT Jean	<b>Vers un nouveau pacte laïque ?</b>	37
BEDOUELLE Guy et COSTA Jean-Paul	<b>Les Laïcités à la française</b>	37
BIRNBAUM Pierre	<b>La France imaginée</b>	37
BOURDIEU Pierre	<b>La Noblesse d'État: grandes écoles et esprit de corps</b>	22
BRUCKNER Pascal	<b>La Tentation de l'innocence</b>	42

## C

CASTORIADIS Cornélius	<b>L'Institution imaginaire de la société</b>	31
CELLIER Hervé	<b>Une éducation civique à la démocratie</b>	31
COLLECTIF	<b>Le Piège de la parité</b>	26

...	COQ Guy	<b>Laïcité et République. Le lien nécessaire</b>	38
	COSTA Jean-Paul et BEDOUELLE Guy	<b>Les Laïcités à la française</b>	37
	CRÉMIEUX Colette	<b>La Citoyenneté à l'école</b>	31
<hr/>			
<b>D</b>			
	DAGOGNET François	<b>Une nouvelle morale. Famille, travail, nation</b>	47
	DEBRAY Régis	<b>Critique de la raison politique ou l'inconscient religieux</b>	32
	DEBRAY Régis	<b>L'État séducteur. Les révolutions médiologiques du pouvoir</b>	42
	DELMAS-MARTY Mireille	<b>Trois Défis pour un droit mondial</b>	47
	DÉLOYE Yves	<b>École et Citoyenneté. L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy</b>	18
	DERRIDA Jacques	<b>Force de loi</b>	22
	DERRIDA Jacques et DUFOURMANTELLE Anne	<b>De l'hospitalité</b>	32
	DEWITTE Philippe	<b>Immigration et intégration, l'état des savoirs</b>	38
	DUBOIS Jean-Pierre et GONOD Pascale	<b>Citoyenneté, souveraineté, société civile</b>	14
	DUCLOS Denis	<b>De la civilité. Comment les sociétés apprivoisent la puissance</b>	33
	DUFOURMANTELLE Anne et DERRIDA Jacques	<b>De l'hospitalité</b>	32
	DUMONT Louis	<b>Essais sur l'individualisme</b>	14
	DUPUY Jean-Pierre	<b>Avions-nous oublié le mal ? Penser la politique après le 11 septembre</b>	43
	DUPUY Jean-Pierre	<b>Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain</b>	48

**E**

- 
- ENGELHARD Philippe **L'Homme mondial.  
Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?** 54

**F**

- 
- FERRY Luc **Philosophie politique 3.  
Des droits de l'homme à l'idée républicaine** 23
- FERRY Luc **Le Nouvel Ordre écologique.  
L'arbre, l'animal et l'homme** 48
- FERRY Jean-Marc **La Question de l'État européen** 54
- FIÉVET Claude **Invention et réinvention de la citoyenneté** 27
- FINKIELKRAUT Alain **La Mémoire vaine. Du crime contre l'humanité** 49
- FOUCAULT Michel **«Il faut défendre la société».  
Cours au Collège de France (1975-1976)** 43

**G**

- 
- GARAPON Antoine **Le Gardien des promesses. Justice et démocratie** 49
- GARRIGOU Alain **Histoire sociale du suffrage universel  
en France, 1848-2000** 18
- GAUCHET Marcel **La Révolution des droits de l'homme** 23
- GAUCHET Marcel **Le Désenchantement du monde.  
Une histoire politique de la religion** 39
- GAUCHET Marcel **La Démocratie contre elle-même** 44
- GAXIE Daniel **Le Cens caché. Inégalités culturelles  
et ségrégation politique** 27
- GONOD Pascale et DUBOIS Jean-Pierre **Citoyenneté, souveraineté, société civile** 14

GUENIFFEY Patrice	<b>Le Nombre et la Raison.</b> <b>La Révolution française et les élections.</b>	19
GUILLEBAUD Jean-Claude	<b>La Refondation du monde</b>	55
<b>H</b>		
HÉBER-SUFFRIN Claire	<b>Les Savoirs, la Réciprocité et le Citoyen</b>	33
<b>I</b>		
IHL Olivier	<b>La Fête républicaine</b>	28
<b>J</b>		
JACQUARD Albert	<b>Science et Citoyenneté</b>	50
JEANNENEY Jean-Noël	<b>Le Passé dans le prétoire.</b> <b>L'historien, le juge et le journaliste</b>	50
<b>L</b>		
LATOUR Bruno	<b>Politiques de la nature.</b> <b>Comment faire entrer les sciences en démocratie</b>	51
LE CLAINCHE Michel et WIENER Céline	<b>Le Citoyen et son administration</b>	41
LE GOFF Jean-Pierre	<b>La Démocratie post-totalitaire</b>	44
LEFORT Claude	<b>Essais sur le politique. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles</b>	15
LEFORT Claude	<b>L'Invention démocratique.</b> <b>Les limites de la domination totalitaire</b>	24
LEGENDRE Pierre	<b>Leçon VI. Les Enfants du texte.</b> <b>Étude sur la fonction parentale des États</b>	24

LÉVY Pierre	<b>Cyberdémocratie. Essai de philosophie politique</b>	51
LYOTARD Jean-François	<b>La Condition postmoderne. Rapport sur le savoir</b>	33

## M

---

MANENT Pierre	<b>La Cité de l'homme</b>	15
MANENT Pierre	<b>Cours familier de philosophie politique</b>	16
MANIN Bernard	<b>Principes du gouvernement représentatif</b>	25
MENDEL Gérard	<b>Pourquoi la démocratie est en panne.</b> <b>Construire la démocratie participative</b>	45
MESURE Sylvie et RENAUT Alain	<b>Alter ego. Les paradoxes de l'identité démocratique</b>	39
MOHSEN-FINAN Khadija	<b>De la citoyenneté locale</b>	28
MONGIN Olivier	<b>L'après 1989. Les nouveaux langages du politique</b>	52
MOSSUZ-LAVAU Janine	<b>Femmes/hommes pour la parité</b>	29
MOUGNIOTTE Alain	<b>Pour une éducation au politique. En collège et lycée</b>	34
MUXEL Anne	<b>Les Jeunes et la Politique</b>	29

## N

---

NANCY Jean-Luc	<b>La Création du monde. Ou la mondialisation</b>	55
NICOLET Claude	<b>L'Idée républicaine en France (1789-1924). Essai d'histoire critique</b>	16
NICOLET Claude	<b>La Fabrique d'une nation. La France entre Rome et les Germains</b>	19
NOIRIEL Gérard	<b>Le Creuset français. Histoire de l'immigration XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle</b>	20

## O

---

OZOUF Mona	<b>Les Mots des femmes. Essai sur la singularité française</b>	29
------------	--	----

**P**

PENA-RUIZ Henri	<b>Qu'est-ce que la laïcité ?</b>	40
PERRINEAU Pascal et BADIE Bertrand	<b>Le Citoyen. Mélanges offerts à Alain Lancelot</b>	22
PERRINEAU Pascal et REYNIÉ Dominique	<b>Dictionnaire du vote</b>	30
PERRINEAU Pascal	<b>Le Désenchantement démocratique</b>	45
POULAT Émile	<b>Notre laïcité publique.</b> <b>« La France est une République laïque »</b>	40

**R**

RENAUT Alain	<b>Philosophie politique 3.</b> <b>Des droits de l'homme à l'idée républicaine</b>	23
RENAUT Alain	<b>La Libération des enfants. Contribution philosophique à une histoire de l'enfance</b>	34
RENAUT Alain et MESURE Sylvie	<b>Alter ego. Les paradoxes de l'identité démocratique</b>	39
REVAULT d'ALLONNES Myriam	<b>Doit-on moraliser la politique ?</b>	25
REYNIÉ Dominique et BADIE Bertrand	<b>Dictionnaire du vote</b>	30
RICŒUR Paul	<b>Lectures 1. Autour du politique</b>	17
ROSANVALLON Pierre	<b>Le Modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours</b>	20
ROSANVALLON Pierre	<b>Le Sacre du citoyen</b>	20

**S**

SADOUN Marc	<b>La Démocratie en France. 1-Idéologies</b>	46
SADOUN Marc	<b>La Démocratie en France. 2-Limites</b>	46
SCHNAPPER Dominique	<b>La Communauté des citoyens.</b> <b>Sur l'idée moderne de nation</b>	17

SCHNAPPER Dominique	<b>La Relation à l'autre. Au cœur de la pensée sociologique</b>	35
SCHNAPPER Dominique	<b>La Démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine</b>	46

**T**

TAGUIEFF Pierre-André	<b>L'Effacement de l'avenir</b>	52
TASSIN Étienne	<b>Un monde commun. Pour une cosmo-politique des conflits</b>	56
TODOROV Tzvetan	<b>Nous et les Autres. La réflexion française sur la diversité humaine</b>	35
TOURAINÉ Alain	<b>Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents</b>	40
TOURNIER Maurice	<b>Des mots en politique. Propos d'étymologie sociale (vol. 2)</b>	35

**V**

VERDELHAN-BOURGADE Michèle	<b>École, Langage, et Citoyenneté</b>	36
VIRILIO Paul	<b>La Bombe informatique</b>	53

**W**

WEIL Patrick	<b>Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution</b>	21
WIENER Céline et LE CLAINCHE Michel	<b>Le Citoyen et son administration</b>	41
WIEVIORKA Michel	<b>La Différence</b>	41

*100 Titres...* est une publication hors série de *Vient de paraître*. *Vient de paraître*, publié quatre fois par an et tiré à 12 000 exemplaires, est diffusé dans les services et établissements culturels français à l'étranger.

Directeur de la publication:  
François Neuville

Édition : **adp** association  
pour la diffusion de la pensée  
française ●

Conception graphique:  
David Poullard

Impression:  
Art Proofing Gallery  
Achevé d'imprimer à 12 000 exemplaires  
en juin 2004 à Paris.

Les textes publiés dans ce livret et les idées qui peuvent s'y exprimer n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne représentent en aucun cas une position officielle du ministère des Affaires étrangères.

[...] le plus consciencieux. C'est que, désormais, nous ne disposons pas d'une autre idée pour organiser humainement les sociétés humaines. Les sociétés fondées sur les valeurs et les institutions de la citoyenneté, avec leurs limites et leurs imperfections, restent les seules, quand elles sont fidèles aux principes dont elles se réclament, qui ne trahissent pas les valeurs issues des Révolutions du XVIII<sup>e</sup> siècle, la liberté et l'égalité de tous les êtres humains. L'histoire ne nous fournit pas d'exemple préférable, et le destin tragique des totalitarismes du siècle dernier n'encourage guère les utopistes, au moins provisoirement, à entretenir à nouveau des rêves d'une «autre» société. Ils invoquent désormais la «vraie» citoyenneté pour changer le monde.